



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**BURKINA FASO**  
MINISTÈRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES  
**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

BURKINA 2010

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

-----  
**COMITE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS**

-----  
**SECRETARIAT DU COMITE**  
**Direction Nationale de la BCEAO pour le Burkina**  
01 BP 356 – OUAGADOUGOU 01  
Téléphone : (226) 50-31-08-00 ; 50-30-60-15/16/18  
Télécopie : (226) 50-31-01-22

**BURKINA FASO**

-----  
*Unité Progrès – Justice*

**BALANCE DES PAIEMENTS**  
**et**  
**POSITION EXTERIEURE**  
**GLOBALE**

**ANNEE 2010**

## TABLE DES MATIERES

	<b><u>PAGES</u></b>
<b><u>INTRODUCTION</u></b>	3
<b><u>I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER EN 2010</u></b>	3
<b><u>I.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</u></b>	3
<b><u>I.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE DANS L'UEMOA</u></b>	6
<b><u>I.3 - EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA EN 2010</u></b>	7
<b><u>II - PRESENTATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS</u></b>	11
<b><u>II.1 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES</u></b>	11
<b><u>II.1.1 - Evolution de la balance commerciale</u></b>	12
<b><u>II.1.2 - Balance des services</u></b>	19
II.1.2.1 - Transports	19
II.1.2.2 - Voyages	20
II.1.2.3 - Autres services	20
<b><u>II.1.3 - Balance des revenus</u></b>	20
<b><u>II.1.4 - Balance des transferts courants</u></b>	21
II.1.4.1 - Transferts courants privés	21
II.1.4.2 - Transferts courants publics	22
<b><u>II.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</u></b>	23
<b><u>II.2.1 - Compte de capital</u></b>	23
<b><u>II.2.2 - Compte des opérations financières</u></b>	23
II.2.2.1 - Investissements directs	23
II.2.2.2 - Investissements de portefeuille	24
II.2.2.3 - Autres investissements	24
<b><u>II.2.3 - Evolution des capitaux monétaires</u></b>	24
II.2.3.1 - Situation de la Banque Centrale	24
II.2.3.2 - Situation des banques	25
II.2.3.3 - Avoirs extérieurs nets des institutions monétaires	25
<b><u>III - POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)</u></b>	26
<b><u>IV - ANNEXES STATISTIQUES</u></b>	28
<b><u>Annexe 1 – Tableaux de concordance statistique</u></b>	28
<b><u>Annexe 2 – Balance des paiements, Optique BCEAO</u></b>	29
<b><u>Annexe 3 – Balance des paiements, Présentation standard</u></b>	30
<b><u>Annexe 4 – Position Extérieure Globale</u></b>	34
<b><u>Annexe 5 – Estimations des échanges intra-communautaires</u></b>	36

## **INTRODUCTION**

La balance des paiements, outil reconnu d'intérêt mondial et instrument précieux d'aide à la décision, est un état statistique présenté sous forme comptable qui récapitule, selon le cadre normalisé de la 5<sup>ème</sup> édition<sup>1</sup> du manuel du Fonds Monétaire International (FMI), l'ensemble des transactions financières et non financières entre les résidents et les non-résidents d'un pays au cours d'une période déterminée, généralement l'année civile.

Après un aperçu sur l'environnement international, sous-régional et national, le présent document retrace, sous forme synthétique, l'ensemble des transactions financières et économiques effectuées entre le Burkina Faso et le reste du monde au cours de l'année 2010.

## **I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER EN 2010**

### **I.1 – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

L'environnement international a été caractérisé en 2010 par la dissipation des effets de la crise financière et économique internationale. Les signes d'une reprise de l'économie mondiale, perçus à la fin de l'année 2009, se sont confirmés. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 5,1% en 2010 contre -0,5% en 2009.

Ce regain d'activité, impulsé principalement par la progression des investissements, notamment dans les nouvelles technologies et la relance des échanges commerciaux, a induit un raffermissement de la demande de matières premières agricoles et minières favorable aux pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Dans les **pays industrialisés**, l'activité économique a été bien orientée, malgré l'ampleur de la crise financière et économique internationale et son incidence sur la demande des ménages et des entreprises. Le Produit Intérieur Brut (PIB), en volume, a enregistré une hausse de 3,0% contre une baisse de 3,4% en 2009.

Au niveau de la **Zone euro**, l'économie a renoué avec une croissance positive en 2010. Le PIB, en termes constants, s'est légèrement redressé, enregistrant une hausse de 1,8% en 2010, après une baisse de 4,1% en 2009. Cette situation est imputable à l'amélioration de la consommation des ménages et de la production industrielle. Toutefois, la Zone s'est ressentie de la persistance des dysfonctionnements apparus sur les marchés du crédit qui ont induit une accentuation de la méfiance des investisseurs.

Aux **Etats-Unis**, la tendance à la sortie de récession s'est confirmée au cours de l'année 2010. L'activité économique a augmenté de 2,9%, après une régression de 2,6% en 2009. Cette hausse est principalement induite par la progression notable de la consommation des ménages et de l'investissement, consécutive aux mesures de soutien budgétaire et monétaire. Les exportations se sont accrues de 13,2% en 2010, après avoir reculé de 13,8% l'année précédente. Toutefois, l'activité a subi les contrecoups de la persistance des difficultés au niveau du système financier avec la poursuite des faillites bancaires.

Au **Japon**, l'activité économique a renoué avec une croissance positive. Le PIB réel a progressé de 4,0% en 2010, contre un recul de 6,3% en 2009. Cette évolution témoigne de la bonne orientation de la consommation des ménages, entretenue par l'amélioration des revenus. En outre, la dépréciation du yen a contribué à doper les exportations, singulièrement celles destinées aux pays émergents, durant l'année sous revue.

Les **pays émergents et ceux en développement**, dont les systèmes financiers ont été moins touchés par la crise, ont consolidé leur dynamisme en 2010. L'activité économique a enregistré un taux de croissance de 7,4% en 2010, après 2,8% en 2009. Cette accélération témoigne de l'expansion des exportations, qui avaient pâti de la faiblesse de la demande provenant des pays industrialisés au cours de l'année 2009. En effet, la reprise industrielle mondiale s'est traduite par une hausse de la demande et des cours des matières premières exportées. En particulier, en Chine et en Inde, la croissance s'est accélérée, ressortant respectivement à 10,3% et 10,4%, en termes réels,

1 La 6<sup>ème</sup> édition du manuel de la Balance des Paiements du FMI sera mise en œuvre en 2012

contre 9,2% et 6,8% en 2009. Au Brésil, l'activité économique a progressé de 7,5% en 2010, après une baisse de 0,6% en 2009.

En **Amérique latine et aux Caraïbes**, le rythme d'expansion économique est ressorti à 6,1% en 2010 contre -1,7% en 2009. La hausse du PIB s'explique principalement par l'essor de la consommation domestique, consécutif aux mesures de soutien budgétaire.

Le rythme d'expansion économique **des pays en développement d'Asie** est ressorti à 9,6% en 2010, après 7,2% l'année précédente, reflétant le maintien d'un commerce intra-régional dynamique au sein des pays membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), doublé d'une consommation intérieure vigoureuse.

En **Afrique au Sud du Sahara**, le taux de croissance du PIB, en termes réels, s'est établi à 5,0% en 2010, après 2,8% en 2009, sous l'effet du dynamisme des exportations de matières premières, singulièrement les produits miniers.

En liaison avec la reprise économique, **l'inflation** au niveau mondial s'est inscrite en hausse par rapport à l'année 2009, tout en demeurant modérée comparativement aux niveaux élevés des années 2007 et 2008. En 2010, elle ressortirait à 1,5% dans les économies industrialisées, en raison de la persistance d'un excédent de capacités de production et d'un chômage élevé, et à 6,3% dans les pays émergents et ceux en développement, où la forte croissance s'est accompagnée de pressions sur les prix intérieurs.

Au plan de **la politique monétaire**, les principales banques centrales ont continué à mener une action favorable à la croissance, dans un contexte marqué par une faible progression des prix. Ainsi, la Réserve Fédérale Américaine, la Banque du Japon, la Banque Centrale Européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre ont maintenu leurs taux directeurs à des niveaux proches de zéro. Les banques centrales d'Australie, du Canada, de Corée, d'Israël, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la Suède ont, au cours du dernier trimestre de l'année 2010, relevé légèrement leurs taux directeurs, qui sont cependant demeurés à des niveaux relativement bas, par rapport au passé. En revanche, celles de plusieurs pays émergents ont durci leur politique monétaire, en relevant de façon substantielle les taux directeurs (Brésil, Inde, Malaisie et Pérou) ou en augmentant les coefficients de réserves obligatoires (Chine, Inde et Turquie).

En 2010, **les marchés financiers** ont globalement consolidé leur redressement entamé à fin 2009, dans le sillage de la reprise économique internationale. En effet, grâce aux plans de relance économique, mis en place pour rétablir la confiance des agents économiques et améliorer significativement la situation financière des entreprises, les opérateurs ont renoué avec les marchés, contribuant ainsi à une hausse sensible des transactions. Cette dynamique a également été impulsée par les mesures non conventionnelles qui ont permis aux entreprises de renforcer leur activité et d'améliorer leurs bilans. Ainsi, à l'exception des places de Paris et de Tokyo, les marchés boursiers ont évolué favorablement, en dépit des crises de la dette souveraine apparues en Zone euro. L'indice Dow Jones a progressé de 11,02% sur l'année 2010, après 18,82% l'année précédente, tandis que le Nasdaq a enregistré une hausse de 16,91% contre 43,90% en 2009. En Europe, la bourse de Francfort en Allemagne a progressé de 16,06%, après 23,80% en 2009, en liaison notamment avec la hausse de la compétitivité des produits industriels. A la bourse de Londres, l'indice Footsie a augmenté de 9,00%, tandis que le CAC 40, à Paris, a reculé de 3,34% et le Nikkei à Tokyo a baissé de 3,01%. Les rendements obligataires ont connu des évolutions contrastées, reflétant les écarts d'inflation et des indicateurs budgétaires. Ainsi, aux Etats-Unis, dans la Zone euro et au Japon, le taux moyen des rendements des emprunts publics à 10 ans est ressorti respectivement à 3,22%, 4,14% et 1,18% en 2010 contre 3,27%, 4,03% et 1,35% en 2009.

Sur **le marché des changes**, l'euro a connu, durant le premier semestre 2010, une forte dépréciation par rapport aux principales devises, en relation avec les effets induits de la crise budgétaire de la Grèce. Toutefois, cette tendance baissière s'est inversée à partir du mois de juillet 2010, notamment vis-à-vis du dollar. Le redressement de la monnaie européenne est lié essentiellement à la relative stabilisation de la situation de la Grèce, après la mise en place d'un plan de sauvetage par les autres Etats de l'Union Européenne et le Fonds Monétaire International. Il s'explique également par les résultats moins satisfaisants de la croissance économique aux Etats-Unis, comparativement aux prévisions qui ont contribué à affaiblir le dollar durant la deuxième moitié de l'année 2010. Ainsi, le cours de l'euro est passé, en moyenne, de 1,2209 dollar pour un euro en juin 2010 à 1,3898 dollar pour un euro en octobre 2010, puis à 1,3220 à fin décembre 2010. En moyenne, sur l'ensemble de

l'année 2010, la dépréciation de la monnaie européenne s'est chiffrée à 5,0% par rapport au dollar et à 3,7% vis-à-vis de la livre sterling.

Quant au Franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, il a connu, par rapport aux principales monnaies, une évolution similaire à celle de la monnaie unique européenne.

Le tableau ci-après retrace l'évolution trimestrielle des principales devises par rapport au FCFA au cours des années 2009 et 2010.

**Tableau n°1 : Evolution des taux de change moyens trimestriels  
(en FCFA par unité monétaire)**

MONNAIES		PERIODES			
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre
<b>ANNEE 2009</b>					
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	751,9095	731,9102	717,0069	706,0949
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	503,4592	481,1891	458,6150	443,8440
Franc suisse	(1 CHF)	437,9762	433,3181	431,6927	422,9579
Livre sterling	(1 GBP)	721,7996	746,3981	752,5809	724,9505
Yen japonais	(1 JPY)	5,3749	4,9473	4,9018	4,9435
<b>ANNEE 2010</b>					
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	732,2415	768,6762	770,4131	750,7521
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	474,3344	516,1764	508,0999	482,9250
Franc suisse	(1 CHF)	448,3030	465,6801	492,4232	495,9977
Livre sterling	(1 GBP)	739,0232	769,5503	787,4161	763,2377
Yen japonais	(1 JPY)	5,2276	5,5993	5,9271	5,8515

Source : BCEAO

Au niveau régional, l'évolution des principales monnaies de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par rapport au franc CFA est ressortie contrastée. En effet, le naira du Nigéria et le cedi du Ghana se sont raffermis, respectivement de 3,71% et 2,94%, tandis que le dalasi gambien et le franc guinéen ont connu des baisses respectives de 1,06% et 12,24% entre 2009 et 2010.

Au titre des **matières premières**, les cours moyens des principaux produits se sont consolidés en 2010, à la faveur de l'accroissement de la demande des pays émergents, consécutif à la reprise de l'activité économique mondiale.

Les cours mondiaux de l'or se sont raffermis grâce à son rôle de valeur refuge, sous l'effet de la vigueur de la demande provenant des pays émergents, notamment la Chine et l'Inde. Le prix de l'once d'or s'est établi en moyenne à 1.224,71 dollars sur l'année 2010, en progression de 25,9% par rapport au prix moyen de l'année 2009.

Sur le New York Mercantile Exchange (NYMEX), le prix moyen du baril de pétrole s'est établi à 80,41 dollars au cours de l'année 2010, contre 63,42 dollars en 2009. Cette hausse de 26,8% du cours moyen du pétrole brut est essentiellement imputable à l'accroissement de la demande mondiale dans un environnement de reprise généralisée de l'activité économique et d'une contraction de l'offre de la matière première.

Fortement soutenus par la demande sans cesse croissante provenant surtout des pays émergents, les cours du coton ont enregistré une hausse de 55,7% en 2010, passant d'un prix moyen de 58,64 cents la livre en 2009 à 91,32 cents la livre durant l'année 2010.

## **I.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE DANS L'UEMOA**

L'activité économique au sein des pays de l'UEMOA a été globalement bien orientée en 2010, en raison de l'évolution favorable de la conjoncture internationale et du renforcement de l'appui des partenaires au développement. Au plan intérieur, le raffermissement de l'activité économique est principalement imputable à l'accroissement de la production agricole, notamment vivrière et à la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans les infrastructures. Les économies de l'Union ont bénéficié également du regain d'activité au niveau des industries extractives, en liaison avec la mise en exploitation de la plus grande mine d'or au Burkina, ainsi que la rénovation des installations de certaines sociétés opérant dans le secteur minier. Au total, la croissance économique a enregistré un gain de 1,0 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. En effet, le PIB, en termes réels, a progressé de 4,0% en 2010 contre 3,0% en 2009.

Au niveau des prix à la consommation, une légère remontée du taux d'**inflation** a été enregistrée en 2010, après la forte décélération observée en 2009. En effet, la progression du niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA est passée, en moyenne, de 7,4% en 2008 à 0,4% en 2009 et à 1,4% en 2010. Elle est restée ainsi plus faible que le niveau moyen de 2,3%, relevé au cours de la dernière décennie. L'examen du profil mensuel de l'évolution des prix indique que le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est inscrit dans une orientation globalement haussière sur l'ensemble de l'année 2010, passant de -1,0% à fin décembre 2009 à 3,9% à fin décembre 2010. L'accélération du taux d'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA en 2010 est liée au renchérissement des produits alimentaires locaux, notamment les légumes, les tubercules et les produits de la pêche, ainsi qu'à l'impact de la remontée des cours mondiaux des denrées alimentaires importées par les pays de l'Union (sucre, huile, lait, etc.). En outre, les pressions à la hausse relevées sur les cours internationaux des produits pétroliers ont entraîné un renchérissement des carburants dans l'Union, avec des effets induits sur les tarifs de transport. Parallèlement, la crise socio-politique qui s'est exacerbée en fin d'année en Côte d'Ivoire a accentué la progression de l'inflation en 2010.

L'inflation sous-jacente<sup>2</sup>, mesurée par le taux d'inflation hors produits frais et énergie est ressortie à 0,4% en 2010 contre 0,1% en 2009. Cette relative faiblesse de la progression de l'inflation sous-jacente indique que la hausse des prix en 2010 est liée essentiellement à des chocs d'offre qui ont affecté les prix des produits les plus volatiles, exclus du champ de calcul de cet indicateur. Les produits frais ont progressé de 4,0%, en rapport essentiellement avec le renchérissement des légumes, des produits de la pêche et des tubercules. La hausse s'est établie à 3,8% pour l'énergie, en liaison avec la progression des prix des carburants.

L'UEMOA a enregistré, en moyenne en 2010, un différentiel d'inflation favorable vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux. De façon globale, ce différentiel a atteint 2,6 points de pourcentage, par rapport à l'ensemble des partenaires. De façon plus spécifique, il s'est situé à 11,0 points, 9,4 points et 0,2 point, respectivement à l'égard du Nigeria, du Ghana et de la Zone euro.

Dans un contexte caractérisé par l'absence de pressions inflationnistes, et pour ancrer les anticipations des agents économiques sur l'évolution future de l'inflation, la Banque Centrale a exercé une **politique monétaire** prudente, en maintenant inchangés ses taux directeurs par rapport à leur niveau de 2009. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux de prêt marginal (anciennement appelé taux de la pension) sont demeurés à 3,25% et 4,25%, niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2009.

La Banque Centrale a régulièrement effectué, au cours de l'année 2010, **des opérations d'injection de liquidités** sur les guichets des appels d'offres à une semaine et à un mois. Les bons et obligations du Trésor ont représenté l'essentiel des actifs présentés par les établissements de crédits comme support aux opérations de refinancement. L'encours cumulé des avances sur les guichets d'appels d'offres à une semaine et à un mois s'est établi à 300,0 milliards de FCFA à fin décembre 2010 (210,0 milliards de FCFA sur le compartiment à une semaine et 90,0 milliards de FCFA sur celui à un mois) contre 258,7 milliards de FCFA à fin décembre 2009 (111,4 milliards de FCFA sur le compartiment à une semaine et 147,3 milliards de FCFA sur celui à un mois), soit une hausse de 41,3 milliards de FCFA (+15,96%). Aucune opération de reprise de liquidités n'a été réalisée depuis le mois de janvier 2002.

Les émissions de titres de créances négociables se sont globalement établies à 2.034,6 milliards de FCFA, contre 932,2 milliards de FCFA en 2009. Elles ont concerné des bons du Trésor pour un

<sup>2</sup> L'indice d'inflation sous-jacente adopté par l'UEMOA est obtenu par l'élimination, du panier suivi dans le cadre de l'IHPC, des postes les plus volatiles, notamment les céréales non transformées, les poissons, les fruits, légumes et tubercules, l'électricité, le gaz, les combustibles liquides, les carburants et lubrifiants.

montant cumulé de 2.030,6 milliards de FCFA et des bons des établissements financiers pour 4,0 milliards de FCFA.

Dans un souci d'harmonisation des coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques des Etats membres, la BCEAO a procédé, en deux étapes, à une uniformisation de ces coefficients. Dans un premier temps, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques ont été, depuis le 16 mai 2010, ramenés de 9% à 7% au Bénin et portés de 3% à 5% en Guinée-Bissau et au Togo. Dans les autres Etats de l'Union, ils sont demeurés inchangés (7% au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal, 5% en Côte d'Ivoire). Dans un deuxième temps, la Banque Centrale a décidé de porter le coefficient des réserves obligatoires à un niveau unique de 7,0% pour l'ensemble des pays à compter du 16 décembre 2010.

L'année 2010 marque une reprise pour la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'UEMOA qui affiche un net redressement de ses principaux indices. Les indices BRVM 10 et BRVM Composite terminent l'année 2010 en hausse de 27,4%, à 182,96 points et 20,5%, à 159,1 points, respectivement.

De même, la capitalisation boursière totale a connu une progression de 17,9% en 2010, en s'établissant à 3.928,7 milliards de FCFA à fin décembre 2010. Cette évolution est imputable à la hausse de 23,6% de la capitalisation sur le marché des actions, qui s'est établie à 3.471,2 milliards de FCFA à fin décembre 2010, atténuée par la baisse de 12,6% par rapport à fin décembre 2009 enregistrée sur le marché des obligations, où la capitalisation est ressortie à 457,5 milliards de FCFA.

Le volume des transactions s'est également inscrit en légère hausse de 0,72%.

Au total, la prudence de la gestion monétaire dans l'Union en 2010 a contribué à la consolidation de 317,9 milliards de FCFA de la position extérieure nette des institutions monétaires qui est ressortie à 5.614,9 milliards de FCFA, contre 5.297,2 milliards de FCFA un an plus tôt.

Le crédit intérieur a enregistré une progression de 20,4% (+1.482,7 milliards de FCFA) pour se situer à 8.734,5 milliards de FCFA contre 7.251,8 milliards de FCFA au 31 décembre 2009 imputable à la dégradation de la position nette débitrice des Etats de 840,6 milliards de FCFA (+74,0%) dont l'effet a été renforcé par la hausse des concours au secteur privé de 642,1 milliards de FCFA (+10,5%). A fin décembre 2010, la Position Nette des Gouvernements et les crédits à l'économie se sont élevés respectivement à 1.976,6 milliards de FCFA et 6.757,9 milliards de FCFA.

Résultant de l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est inscrite en hausse de 1.640 milliards de FCFA (+15,4%) pour s'établir à 12.293,4 milliards de FCFA à fin décembre 2010, contre 10.653,3 milliards de FCFA une année plus tôt.

### **I.3 - EVOLUTION ECONOMIQUE DU BURKINA FASO**

**L'activité économique** en 2010 s'est déroulée dans un contexte de reprise économique mondiale, même si cela s'est opéré à des degrés divers selon les zones, à la faveur de la mise en œuvre de politiques budgétaires et monétaires idoines pour freiner les effets de la crise alimentaire et énergétique de 2007. Parallèlement, les cours des matières premières, notamment le coton et l'or, ont été bien orientés, et le cours du pétrole s'est également raffermi. Au plan intérieur, l'activité a été caractérisée par une bonne pluviométrie, induisant un accroissement de la production agricole, d'une part, et par l'essor des activités minières, d'autre part. Au total, l'activité économique, a progressé de 7,9% en 2010, pour des prévisions de 5,2% et une réalisation de 3,2% une année plus tôt. En effet, le PIB, en terme réel, s'est établi à 3.293,2 milliards de FCFA en 2010 contre 3.051,3 milliards de FCFA en 2009. Cette accélération de la croissance en 2010 est attribuable à tous les secteurs : le primaire avec +7,8%, le secondaire avec +19,1% et le tertiaire avec +3,7%.

Au niveau du secteur primaire, la production céréalière s'est accrue de 25,8%, ressortant à 4.560.574 tonnes en 2010 contre 3.626.637 tonnes en 2009. Par contre, la production du coton graine a connu une baisse, en s'établissant à 338.000 tonnes en 2010 contre 414.500 tonnes en 2009, soit un repli de 18,5% d'une campagne à l'autre. Cette situation s'explique principalement par le démarrage difficile de la saison qui a entraîné des résemis au mois de juin 2010, par la diminution des superficies emblavées et par le détournement des intrants cotonniers vers d'autres spéculations, malgré la vulgarisation de la production du coton BT, le relèvement du prix au producteur (de 160 à 182 FCFA), le maintien des mesures de subvention en intrants ainsi que le versement de ristournes de 10 FCFA/kg.



En ce qui concerne le sous-secteur de l'élevage et de la pêche, à la faveur des effets conjugués de la reconstitution des pâturages et des points d'eau ainsi que de la poursuite des actions de promotion des entreprises d'élevage, une progression des effectifs du cheptel et des quantités produites en ressources halieutiques a été enregistrée. Ainsi, les effectifs des différentes espèces du cheptel ont augmenté de 2,7% et la production halieutique s'est accrue de 4,5% entre 2009 et 2010.

L'activité industrielle a été surtout marquée par le dynamisme du sous-secteur des industries extractives qui, en plus des mines déjà en activité (Mana, Youga, Kalsaka, Taparko), a enregistré l'entrée en production des mines d'or d'Inata (avril 2010) et d'Essakane (octobre 2010). La production de ces deux nouvelles mines a atteint 7,8 tonnes, soit 33,8% de la production totale d'or en 2010. Ainsi, la production aurifère s'est fortement accrue, passant de 12,1 tonnes d'or en 2009 à 23,1 tonnes en 2010, soit un accroissement de 90,1%. Le sous-secteur des industries extractives a enregistré une progression de 68,6% de sa valeur ajoutée en 2010. En outre, le sous-secteur des BTP, à la faveur des travaux de bitumage de routes et de construction d'autres infrastructures ainsi que des travaux de construction des mines, a connu une bonne orientation de ses activités, sa valeur ajoutée s'étant inscrite en hausse de 7,4% en 2010. Enfin, l'activité d'égrainage de coton s'est également améliorée en 2010, avec un taux de croissance de sa valeur ajoutée de 23,3% contre -29,6% en 2009.

Le secteur tertiaire a été soutenu par des événements, tels que le Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO), le Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou (SITHO), la Semaine Nationale de la Culture (SNC), l'élection présidentielle et la célébration du Cinquantenaire de l'indépendance du Burkina Faso.

Ainsi, les performances sectorielles en 2010 se sont traduites par :

1. une accélération de la croissance en volume de la valeur ajoutée du secteur primaire qui s'est établie à +7,8% contre un recul de 4,6% en 2009 ;
2. un accroissement du rythme de l'activité du secteur secondaire, avec une croissance réelle de la valeur ajoutée de 19,1% contre 14,6% en 2009 ;
3. une progression de la valeur ajoutée, en termes constants, du secteur tertiaire de 3,7% contre une hausse de 2,5% enregistrée en 2009.

**S'agissant de l'inflation**, l'année 2010 a été caractérisée au Burkina Faso par une stabilité du niveau général des prix à la consommation. En effet, l'inflation, en moyenne annuelle, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), est ressortie en baisse de 0,6% en 2010 contre une hausse de 2,6% en 2009, pour une moyenne de +1,4% enregistrée au niveau de l'UEMOA. Cette évolution a été imprimée essentiellement par le ralentissement de la hausse des prix des produits alimentaires, à la suite de la bonne campagne agricole 2009/2010, la stabilisation des prix des hydrocarbures et le repli des tarifs de télécommunication.

Dans le domaine des **finances publiques**, le budget de l'Etat, exercice 2010, a été exécuté dans un contexte mondial caractérisé par la reprise de l'activité économique. Sur le plan national, l'exécution des dépenses publiques a été marquée notamment par la poursuite de la réhabilitation et de la reconstruction des infrastructures endommagées par les inondations de septembre 2009 et la réhabilitation de l'aéroport international de Ouagadougou. En outre, les dépenses publiques ont pris en compte les travaux de réhabilitation d'infrastructures dans la ville de Bobo-Dioulasso pour les activités du cinquantenaire de l'indépendance du pays, les coûts des interventions humanitaires d'urgence consécutives aux inondations de juillet 2010, et les dépenses exceptionnelles de l'exercice 2009, d'un montant de 67,7 milliards de FCFA, destinées essentiellement à faire face aux effets des inondations du 1<sup>er</sup> septembre 2009 et de ceux de la crise financière internationale survenue en août 2007. Parallèlement, la mobilisation des ressources en 2010 a été caractérisée par l'encaissement de recettes exceptionnelles provenant du renouvellement des licences de téléphonie mobile (61,8 milliards de FCFA), par la mise en œuvre d'actions destinées à renforcer l'administration fiscale, notamment l'assainissement du fichier des grands et moyens contribuables, l'approche par unités de recouvrement, le renforcement des contrôles douaniers et par l'adoption du budget programme en 2010. Au total, à fin décembre 2010, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par des déficits base engagement de 243,4 milliards de FCFA et base caisse de 198,9 milliards de FCFA, contre des niveaux respectifs de 188,1 milliards de FCFA et 92,6 milliards de FCFA atteints une année plus tôt. Pour le financement du déficit base caisse, l'Etat a bénéficié des concours de ses

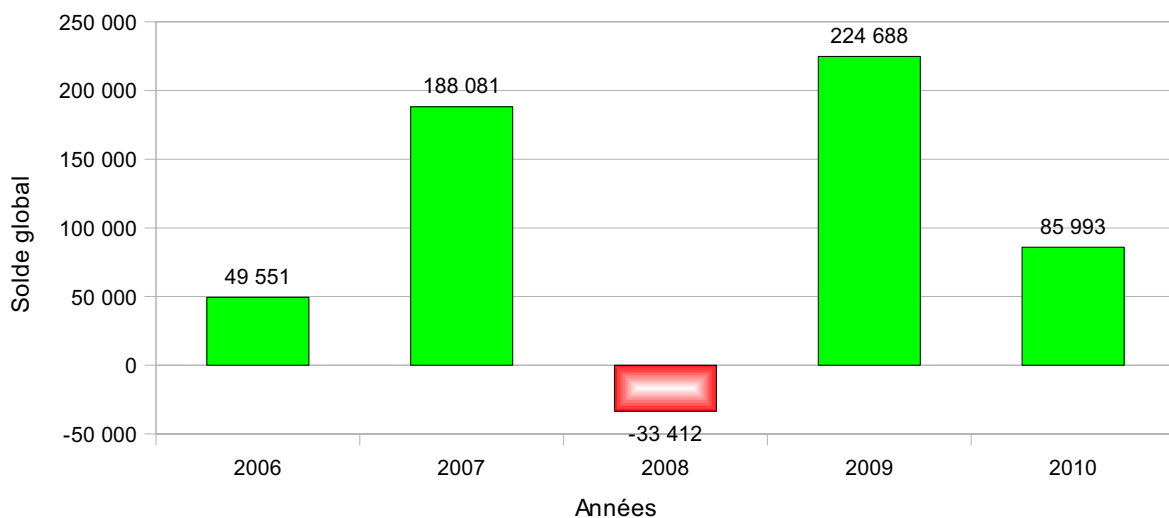
partenaires extérieurs pour un montant de 165,4 milliards de FCFA. Cette somme, cumulée aux ressources mobilisées auprès des institutions bancaires (61,1 milliards de FCFA), aux émissions de bons du trésor (47,5 milliards de FCFA) et aux recettes de privatisation (6,9 milliards de FCFA), a permis à l'Etat de se désengager vis-à-vis de ses créanciers extérieurs à hauteur de 14,7 milliards de FCFA et auprès des acteurs du secteur non bancaire intérieur pour un montant de 211,7 milliards de FCFA.

Traduites sur la **situation monétaire**, les évolutions des secteurs économiques et l'exécution des opérations financières de l'Etat ont entraîné une hausse des avoirs extérieurs nets de 14,9% et du crédit intérieur de 22,5% d'une année à l'autre. Les avoirs extérieurs nets ont atteint 647,5 milliards de FCFA à fin décembre 2010 contre 563,5 milliards de FCFA à fin décembre 2009, soit une augmentation de 84,0 milliards de FCFA, imputable exclusivement aux banques. Le crédit intérieur s'est accru de 144,7 milliards de FCFA, pour ressortir à 787,3 milliards de FCFA à fin décembre 2010 contre 642,6 milliards de FCFA à fin décembre 2009. Cette évolution est imputable à la PNG qui, en passant de -29,4 milliards de FCFA à fin 2009 à +16,7 milliards de FCFA à fin 2010, s'est dégradée de +46,1 milliards de FCFA, accentuée par l'accroissement en 2010 des crédits à l'économie de 98,6 milliards de FCFA par rapport à leur niveau de 672,1 milliards de FCFA à fin décembre 2009. Suivant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 212,4 milliards de FCFA à fin décembre 2010, en se situant à 1.319,5 milliards de FCFA contre 1.107,1 milliards de FCFA à fin décembre 2009. Cette évolution est portée par une hausse des dépôts en banques de 240,6 milliards de FCFA (+30,4%) atténuée par une baisse de la circulation fiduciaire de 36,7 milliards de FCFA (-14,6%).

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Burkina Faso ont dégagé en 2010, un solde excédentaire de 85.993 millions de FCFA, après l'excédent exceptionnel de 224.688 millions de FCFA enregistré en 2009.

L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements au cours des cinq dernières années fait apparaître les évolutions ci-après :

**Graphique n°1 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2006 à 2010**  
(en millions de FCFA)

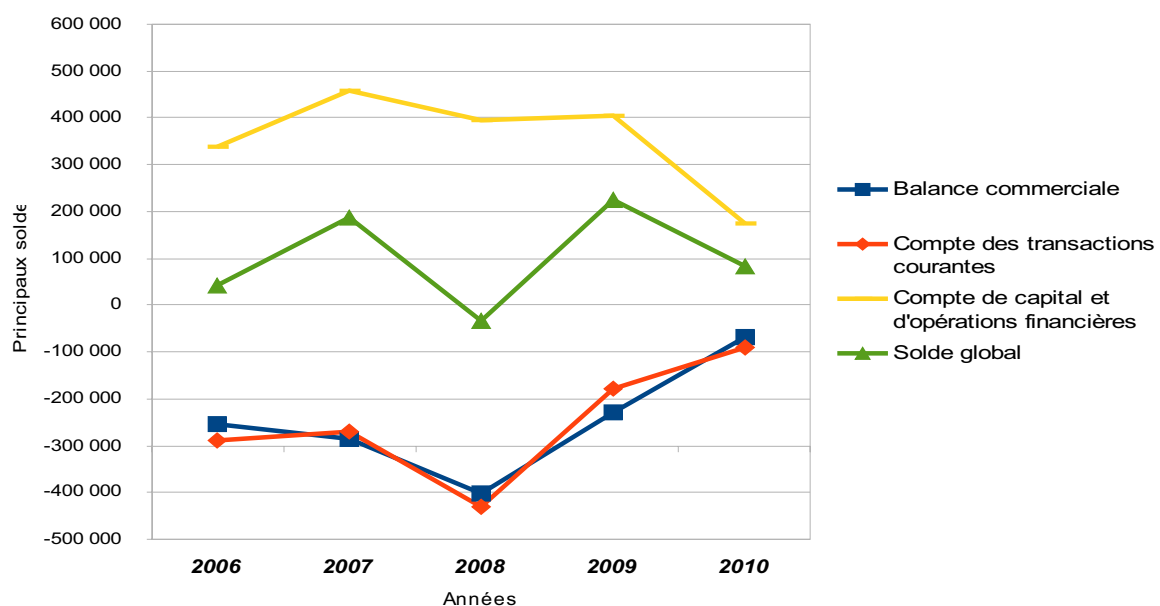


**Tableau n°3 : Présentation résumée de la balance des paiements entre 2006 et 2010***(en millions de FCFA)*

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Balance des biens	-254 452	-286 584	-401 362	-227 599	-69 050
. marchandises générales	-259 583	-299 087	-467 251	-403 390	-577 457
. autres biens	+5 131	+12 503	+65 889	+175 791	+508 407
Balance des services dont :	-167 033	-173 945	-211 572	-192 078	-261 609
. fret et assurances	-127 402	-132 636	-161 561	-148 574	-190 122
. voyages	-1 142	-881	-156	1 119	1 685
Balance des revenus dont :	-1 208	-1 124	-1 640	-2 592	-3 206
. intérêts sur dette publique	-12 270	-6 695	-8 362	-8 749	-10 203
Balance des biens, services et revenus	-422 693	-461 653	-614 574	-422 270	-333 865
Transferts courants sans contrepartie	+133 382	+193 266	+183 278	+242 820	+243 998
A) Balance des transactions courantes	-289 311	-268 387	-431 296	-179 449	-89 867
B) Compte de capital et d'opéra. financières (Financement exceptionnel*)	+337 446 (+23 660)	+457 923	+396 381	+405 559	+174 348
Erreurs et omissions	+3 739	-1 455	+1 504	-1 422	-1 512
Solde global	+49 551	+188 081	-33 412	+224 688	+85 993
C) Avoirs et engagements extérieurs	-49 551	-188 081	+33 412	-224 688	-85 993
. autorités monétaires	-37 837	-134 194	+39 254	-104 565	80 244
. banques	-11 714	-53 887	5 842	-120 123	-166 237

Source : BCEAO

(\*) Pour mémoire allègement initiative PPTTE et IADM en 2006.

**Graphique n°2 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements de 2006 à 2010**

## **II – PRESENTATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS**

L'évolution de la balance des paiements, élaborée conformément à la méthodologie de la 5<sup>ème</sup> édition du manuel du FMI, résumée dans le tableau ci-après, indique un compte courant déficitaire dont les effets sont atténués par un compte de capital et d'opérations financières excédentaire. Tout comme en 2009, le solde global ressort excédentaire en 2010.

**Tableau n°3 : Présentation détaillée de la balance des paiements en 2009 et 2010**  
(en millions de FCFA)

Rubriques	2009			2010		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
Biens	425 172	652 771	-227 599	785 182	854 232	-69 050
. Marchandises générales	244 231	647 621	403 390	271 620	849 077	-577 457
. Autres biens	180 941	5 150	175 791	513 562	5 155	508 407
Services	72 049	264 127	-192 078	150 443	412 052	-261 609
. Transports	17 350	143 376	-126 026	21 595	177 674	-156 079
dont fret	518	116 052	-115 534	3 926	151 911	-147 985
. Voyages	30 180	29 061	1 119	35 762	34 077	1 685
. Services fournis ou reçus par adm.	5 130	6 788	-1 658	16 511	8 112	8 399
. Autres services	18 174	83 687	-65 513	76 575	192 189	-115 614
dont assurances	114	35 505	-35 391	1 298	48 006	-46 708
Revenus						
. Revenus des salariés	41 275	43 867	-2 592	45 405	48 611	-3 206
. Revenus des investissements	5 658	7 827	-2 169	7 235	8 610	-1 375
dont intérêts sur dette publique	35 617	36 040	-423	38 170	40 001	-1 831
		8 749	-8 749		10 203	-10 203
Transferts courants						
. Administrations publiques	286 213	43 393	242 820	298 614	54 616	243 998
. Autres secteurs	182 445	2 133	180 312	181 895	2 150	179 745
	103 768	41 260	62 508	116 719	52 466	64 253
Balance des transactions courantes	824709	1 004 158	-179 449	1 277 130	1 366 997	-89 867
Compte de capital	132 926	22	132 904	98 907	12	98 895
. Administrations publiques	86 970	-	86 970	51 174	-	51 174
. Autres secteurs	45 939	-	45 939	47 699	-	47 699
Compte d'opérations financières	529 372	256 717	272 655	382 407	306 954	75 453
Compte de capital et d'opérations fin.	662 299	256 739	405 559	481 314	306 966	174 348
Erreurs et omissions nettes		1 422	-1 422	1 512		-1512
Solde global	1 963 694	1 739 006	224 688	1956368	1 870 375	85993
Avoirs et engagements extérieurs	110 203	334 891	-224 688	359 081	445 074	-85 993
- Autorités monétaires	51 701	156 266	-104 565	115 677	35 433	80 244
- Banques	58 502	178 625	-120 123	243 404	409 641	-166 237

Source : BCEAO

### **II.1 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES**

La balance des paiements courants regroupe la balance des biens, des services et revenus ainsi que la balance des transferts courants sans contrepartie.

En 2010, le solde de la balance des paiements courants s'est situé à -89.867 millions de FCFA contre -179.449 millions de FCFA une année plus tôt, soit une nette amélioration de 49,9% due principalement à celle de la balance commerciale.

**Tableau n°4 : Evolution de la balance des transactions courantes***(en millions de FCFA)*

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Biens (FOB-FOB)	-254 452	-286 584	-401 362	-227 599	-69 050
Services	-167 033	-173 945	-211 572	-192 078	-261 609
Revenus	-1 208	-1 124	-1 640	-2 592	-3 206
Transferts courants sans contrepartie	+133 382	+193 266	+183 278	+242 820	+243 998
<b>Balance des transactions courantes</b>	<b>-289 311</b>	<b>-268 387</b>	<b>-431 296</b>	<b>-179 449</b>	<b>-89 867</b>

Source : BCEAO

**II.1.1 - EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE**

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur marchandises générales, les grosses réparations ainsi que divers biens dont l'or non monétaire. Les importations et les exportations sont enregistrées FOB et les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services.

Pour répondre aux besoins de la balance des paiements, des retraitements ont été effectués sur les statistiques douanières du commerce extérieur. Il s'agit notamment de la prise en compte des mouvements d'entrepôts. En effet, les statistiques douanières enregistrent d'une part, le commerce spécial, et d'autre part, les mouvements d'entrepôts, c'est-à-dire les entrées en entrepôts et les sorties d'entrepôts pour mise à la consommation ou pour réexportation. Ainsi, le commerce général, fondé sur le concept de frontière nationale, est obtenu en ajoutant aux données du commerce spécial, les « entrées en entrepôts » et en déduisant les « mises à la consommation en suite d'entrepôts ». En outre, les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des données du commerce intra-UEMOA, qui ont permis de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges communautaires et une meilleure évaluation du commerce non-contrôlé, ont été pris en compte.

Enfin, des ajustements de valeur et de champ ont été effectués pour prendre en compte l'ensemble des transactions économiques intervenues au cours de l'année dans le pays.

**Tableau n°5 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens***(en millions de FCFA)*

Exportations	Nature des opérations	Importations
674 081	Statistiques douanières FOB – CAF (*) <sup>3</sup>	1 120 850
	Entrées en entrepôts (*)	80 247,1
	Mise à la consommation en suite d'entrepôts (*)	-78 132
+73 227	Ajustements autres biens (or non monétaire)	
7 908,1	Commerce non contrôlé <sup>4</sup>	+11 408,4
+29 965,9	Ajustements de valeurs	-84 974,2
	Fret et assurances	-195 167,3
<b>785 182</b>	<b>Statistiques douanières retraitées, reprises en balance des paiements (FOB - FOB)</b>	<b>854 232</b>

(\*) Sources : INSD, BCEAO

**II.1.1.1 - Evolution des statistiques du commerce extérieur**

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les transactions sur biens avec le reste du monde se sont soldées en 2010, par un déficit de 69.050 millions de FCFA, contre -227.599 millions de FCFA une année plus tôt, soit une amélioration de 69,7%. Cette évolution provient d'une croissance des exportations plus forte que celle des importations.

3 Les exportations sont exprimées FOB et les importations CAF.

4 Estimations intra-UEMOA du Commerce non contrôlé faites par la Cellule Sous-Régionale de réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA auxquelles ont été ajoutées les données évaluées par la BCEAO du commerce non officiel entre le Burkina Faso et le Ghana et le Nigeria.

**Tableau n° 6 : Evolution des exportations et des importations**

Années	Exportations (en millions de FCFA)	Importations (en millions de FCFA)	Soldes (en millions de FCFA)	Variations (en %)
2006	307 601	562 053	-254 452	-13,3
2007	298 560	585 144	-286 584	+12,6
2008	310 352	711 714	-401 362	+40,1
2009	425 172	652 771	-227 599	-43,3
2010	785 182	854 232	-69 050	-69,7

Source : BCEAO

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 91,9% en 2010 contre 65,1% en 2009, soit une amélioration de 26,8 points qui s'explique par une forte progression des exportations, en dépit de l'augmentation des importations.

### II.1.1.2 - Importations de biens

Le tableau ci-dessous retrace la présentation détaillée des importations telles qu'elles ressortent des statistiques fournies par l'INSD de 2007 à 2010.

**Tableau n° 7 : Présentation détaillée des importations CAF**

Intitulés	Quantités (Tonnes)				Variations 2010/2009 (en %)	Valeurs (en millions F CFA)				Variations 2010/2009 (en %)	Structure En 2010 (en %)
	2007	2008	2009	2010		2007	2008	2009	2010		
	Produits alimentaires (dont céréales)	556 651 386 113	504 510 370 938	554 567 401 185		532 874 384 724	-3,9 -4,1	93 075 59 204	114 432 73 975		
Boissons et tabacs	21 266	19 305	17 808	23 875	34,1	17 821	21 218	22 413	25 940	15,7	2,3
Produits pétroliers	589 278	657 498	624 707	568 904	-8,9	197 134	245 778	251 253	223 062	-11,2	19,9
Matières premières	214 749	163 380	197 746	257 500	30,2	33 551	35 288	36 714	53 901	46,8	4,8
Graisses et huiles	25 101	27 064	38 122	37 668	-1,2	9 143	9 602	11 907	9 623	-19,2	0,9
Machines et appareils	38 620	39 550	42 395	45 861	8,2	143 242	140 263	169 665	169 604	0,0	15,1
Matériel de transport	46 060	48 430	58 912	73 225	24,3	58 443	76 299	94 281	105 316	11,7	9,4
Produits chimiques	65 669	68 317	63 242	74 268	17,4	72 994	87 849	90 256	89 979	-0,3	8,0
Papiers, cartons, articles de librairie	17 457	18 039	20 234	20 775	2,7	10 355	13 906	13 969	14 812	6,0	1,3
Tôle, fer, fonte, acier	124 565	178 540	135 877	130 500	-4,0	48 149	80 998	58 641	59 595	1,6	5,3
Chaux, clinker, ciments	602 833	641 783	689 652	767 924	11,3	32 906	38 785	40 853	48 161	17,9	4,3
Fils et tissus	21 103	22 405	23 591	24 107	2,2	12 200	20 256	24 141	23 861	-1,2	2,1
Autres articles	110 222	159 727	154 143	298 245	93,5	75 249	105 277	116 056	178 992	54,2	16,0
<b>Total</b>	<b>2 433 574</b>	<b>2 548 549</b>	<b>2 620 995</b>	<b>2 855 725</b>	<b>9,0</b>	<b>804 264</b>	<b>989 949</b>	<b>1 046 049</b>	<b>1 120 850</b>	<b>7,2</b>	<b>100,0</b>

Source : INSD

Les importations de biens sont ressorties en volume à 2.855.725 tonnes en 2010 contre 2.620.995 tonnes en 2009, soit une augmentation de 9,0%. Cette progression est principalement attribuable aux postes : « boissons et tabacs » (+34,1%), « Matières premières » (+30,2%), « Matériel de transport » (+24,3%), « produits chimiques » (+17,4%) et « Chaux, clinker, ciments » (+11,3%). En revanche, au cours de la période sous revue, il a été observé une baisse des quantités importées de certains principaux postes tels que les « Produits pétroliers » (-8,9%), « Tôles, fer, fonte, acier » (-4,0%), et « Produits alimentaires » (-3,9%).

En valeur, les importations de biens se sont accrues de 7,2%, en passant de 1.046.049 millions de FCFA en 2009 à 1.120.850 milliards de FCFA en 2010. Cette hausse est imputable à la quasi totalité des principaux postes, à l'exception des « Graisses et huiles » et des « Produits pétroliers » qui ont connu des replis significatifs respectifs de 19,2% et 11,2% de 2009 à 2010.

**Tableau n° 8 : Evolution des parts relatives dans les importations de 2006 à 2010**

(en pourcentage)

Groupes de produits	2006	2007	2008	2009	2010
Produits alimentaires	11,2	11,6	11,6	11,1	10,5
(dont céréales)	7,3	7,4	7,5	6,4	5,7
Boissons et tabacs	2,2	2,2	2,1	2,1	2,3
Produits pétroliers	33,3	24,5	24,8	24,0	19,9
Matières premières	5,6	4,2	3,6	3,5	4,8
Graisses et huiles	1,0	1,1	1,0	1,1	0,9
Machines et appareils	12,9	17,8	14,2	16,2	15,1
Matériel de transport	6,2	7,3	7,7	9,0	9,4
Produits chimiques	8,1	9,1	8,9	8,6	8,0
Papiers, cartons, articles de librairie	1,2	1,3	1,4	1,3	1,3
Tôles, fer, fonte acier	4,6	6,0	8,2	5,6	5,3
Chaux, clinker, ciments	3,7	4,1	3,9	3,9	4,3
Fils et tissus	1,3	1,5	2,0	2,3	2,1
Autres articles non déclarés ailleurs	8,8	9,4	10,6	11,1	16,0
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : INSD

La structure des importations en valeur est demeurée quasiment identique durant les cinq (05) dernières années, avec une prédominance de cinq (05) principaux groupes de produits : les « Produits pétroliers » qui ont représenté 19,9% du total des importations en valeur en 2010, occupant ainsi le premier rang, comme pour les années précédentes, suivis des « Machines et appareils » (15,1%), des « Produits alimentaires » (10,5%), du « Matériel de transport » (9,4%) et des « Produits chimiques » (8,0%). Ces groupes de produits ont représenté en moyenne 68,2% du total des importations sur les cinq (05) dernières années.

**Graphique n°3 : Parts relatives des principaux groupes de produits dans les importations CAF en 2010**

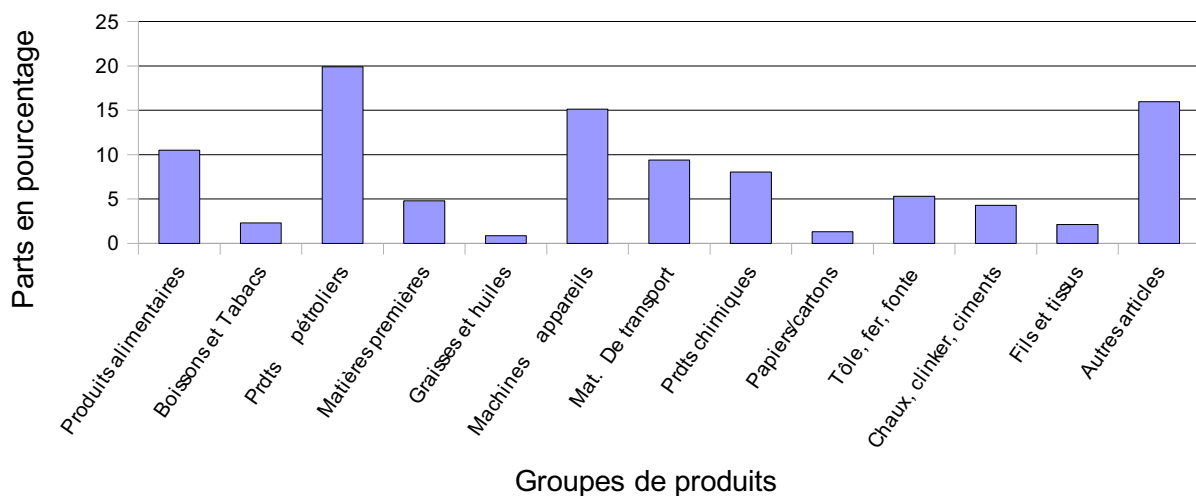


Tableau n° 9 : Répartition géographique des importations (CAF)<sup>5</sup>

Régions	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				(Part relative en %)			
<b>Europe dont :</b>	<b>267 418</b>	<b>303 881</b>	<b>302 315</b>	<b>340 586</b>	<b>33,3</b>	<b>30,7</b>	<b>28,9</b>	<b>30,4</b>
- Union Européenne dont :	<b>234 042</b>	<b>273 859</b>	<b>280 730</b>	<b>292 053</b>	<b>29,1</b>	<b>27,7</b>	<b>26,8</b>	<b>26,1</b>
. France	117 103	123 466	105 795	103 132	14,6	12,5	10,1	9,2
. Espagne	14 886	15 710	18 869	15 491	1,9	1,6	1,8	1,4
. Allemagne	20 352	19 326	30 827	38 770	2,5	2,0	2,9	3,5
. Belgique	19 791	22 851	27 737	21 812	2,5	2,3	2,7	1,9
. Italie	14 152	15 774	9 723	10 698	1,8	1,6	0,9	1,0
. Pays-Bas	20 672	29 686	40 830	41 563	2,6	3,0	3,9	3,7
. Royaume-Uni	8 559	24 807	16 281	34 462	1,1	2,5	1,6	3,1
. Danemark	2 314	5 769	3 494	3 142	0,3	0,6	0,3	0,3
- Autres pays d'Europe	<b>36 503</b>	<b>30 021</b>	<b>21 586</b>	<b>48 533</b>	<b>4,5</b>	<b>3,0</b>	<b>2,1</b>	<b>4,3</b>
. Suisse	1 871	1 272	4 496	3 435	0,2	0,1	0,4	0,3
<b>Afrique dont :</b>	<b>277 145</b>	<b>390 615</b>	<b>431 235</b>	<b>463 798</b>	<b>34,5</b>	<b>39,5</b>	<b>41,2</b>	<b>41,4</b>
<b>CEDEAO</b>	<b>235 013</b>	<b>341 679</b>	<b>377 190</b>	<b>402 289</b>	<b>29,2</b>	<b>34,5</b>	<b>36,1</b>	<b>35,9</b>
- UEMOA	<b>201 111</b>	<b>280 538</b>	<b>337 147</b>	<b>359 149</b>	<b>25,0</b>	<b>28,3</b>	<b>32,2</b>	<b>32,0</b>
. Benin	5 374	5 873	6 449	4 675	0,7	0,6	0,6	0,4
. Côte d'Ivoire	157 251	212 947	247 083	247 636	19,6	21,5	23,6	22,1
. Guinée Bissau	0	0	27	0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Mali	1 112	9 539	17 245	20 676	0,1	1,0	1,6	1,8
. Niger	632	1 934	1 347	5 002	0,1	0,2	0,1	0,4
. Sénégal	7 933	6 267	12 555	25 877	1,0	0,6	1,2	2,3
. Togo	28 808	43 978	52 441	55 285	3,6	4,4	5,0	4,9
- Autres pays de la CEDEAO	<b>33 902</b>	<b>61 141</b>	<b>40 043</b>	<b>43 140</b>	<b>4,2</b>	<b>6,2</b>	<b>3,8</b>	<b>3,8</b>
. Gambie	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Ghana	27 981	43 016	25 319	26 990	3,5	4,3	2,4	2,4
. Guinée Conakry	3	72	10	571	0,0	0,0	0,0	0,1
. Libéria	0	940	1 998	203	0,0	0,1	0,2	0,0
. Nigéria	5 015	15 768	12 717	15 355	0,6	1,6	1,2	1,4
. Sierra Léone	903	1 344	0	20	0,1	0,1	0,0	0,0
Autres pays africains	<b>42 131</b>	<b>48 937</b>	<b>54 045</b>	<b>61 510</b>	<b>5,2</b>	<b>4,9</b>	<b>5,2</b>	<b>5,5</b>
<b>Amérique dont :</b>	<b>68 896</b>	<b>88 429</b>	<b>85 634</b>	<b>87 567</b>	<b>8,6</b>	<b>8,9</b>	<b>8,2</b>	<b>7,8</b>
. USA	49 527	59 635	57 021	43 526	6,2	6,0	5,5	3,9
. Brésil	10 681	12 379	13 696	9 117	1,3	1,3	1,3	0,8
. Canada	5 390	6 246	5 285	22 822	0,7	0,6	0,5	2,0
. Argentine	395	4 098	992	798	0,0	0,4	0,1	0,1
					0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Asie dont :</b>	<b>187 097</b>	<b>197 449</b>	<b>221 038</b>	<b>224 960</b>	<b>23,3</b>	<b>19,9</b>	<b>21,1</b>	<b>20,1</b>
. République Pop de Chine	66 726	70 857	84 732	89 469	8,3	7,2	8,1	8,0
. Japon	21 097	21 993	31 266	30 525	2,6	2,2	3,0	2,7
. Inde	51 518	40 538	38 069	27 245	6,4	4,1	3,6	2,4
. Pakistan	8 473	1 705	5 254	7 159	1,1	0,2	0,5	0,6
. Thaïlande	7 167	16 860	14 130	9 348	0,9	1,7	1,4	0,8
. Taïwan	1 449	1 884	3 281	9 055	0,2	0,2	0,3	0,8
. Dubaï	3 320	3 158	2 987	3 071	0,4	0,3	0,3	0,3
<b>Océanie</b>	<b>3 709</b>	<b>9 574</b>	<b>5 827</b>	<b>3 938</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>804 264</b>	<b>989 949</b>	<b>1 046 049</b>	<b>1 120 850</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

Sources : INSD et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA pour les années 2008, 2009 et 2010.

5 Les importations pour les années 2008, 2009 et 2010, en provenance des pays de l'UEMOA, ont été ajustées pour tenir compte des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.



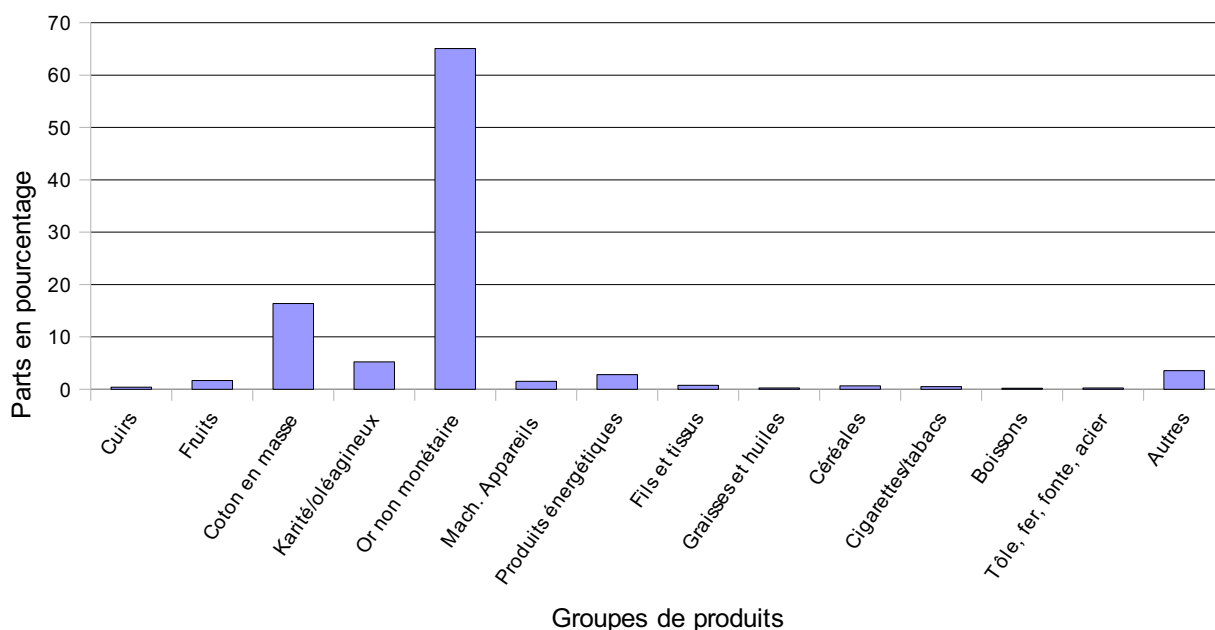
La répartition par provenance des importations du Burkina Faso en 2010 reste globalement conforme à celle des cinq années précédentes. Au titre de l'année 2010, par ordre d'importance, les trois principaux fournisseurs du pays demeurent les pays d'Afrique avec 41,4% de part du marché, suivis de ceux d'Europe avec 30,4% et d'Asie avec 20,1%, les pays d'Amérique et d'Océanie ne représentant que 7,8% et 0,4% des achats extérieurs burkinabè. Par rapport à 2009, la structure des importations par provenance en 2010 est marquée par un renforcement des parts des pays d'Europe (+1,5 point de pourcentage) et d'Afrique (+0,2 point), au détriment de ceux d'Asie (-1,0 point), d'Amérique (-0,4 point) et d'Océanie (-0,3 point).

### II.1.1.3 - Exportations de biens

Sur la base des statistiques fournies par l'INSD, les exportations du Burkina Faso ont fortement augmenté de 211.640 millions de FCFA (+45,8%), affichant un montant total de 674.081 millions de FCFA en 2010 contre 462.441 millions de FCFA en 2009. Cette évolution en valeur est principalement attribuable à l'or non monétaire, dont les quantités exportées (26,2 tonnes) ont procuré, selon les déclarations douanières, des entrées de ressources de 438.729 millions de FCFA en 2010, soit une hausse de 248.406 millions de FCFA (+130,5%) par rapport à l'année 2009. Depuis 2009, l'or non monétaire est désormais le premier produit burkinabè à l'exportation. S'agissant en particulier du coton en masse (premier produit exporté jusqu'en 2008), les exportations ont baissé en valeur (-6,0%) en 2010, pour s'établir à 110.320 millions de FCFA, contre 117.325 millions de FCFA en 2009, expliquée par la baisse des quantités exportées.

Les cinq (05) principaux groupes de produits qui ont soutenu les exportations en 2010 sont : l'or non monétaire avec un poids de 65,1% dans le total des exportations, le coton en masse avec 16,4%, les amandes de karité et autres oléagineux avec 5,2%, les produits énergétiques avec 2,8% et les fruits et légumes avec 1,7%.

**Graphique n°4 : Parts des principaux produits exportés du Burkina Faso en 2010**



Le tableau ci-après fait ressortir la situation des exportations, en quantité et en valeur, tirées des statistiques de l'INSD de 2007 à 2010.

Tableau n° 10 : Présentation détaillée des exportations

Intitulés	Quantités				Variations 2010/2009 (en %)	Valeurs				Variations 2010/2009 (en %)	Structure En 2010 (en %)
	(Tonnes)					(en millions de FCFA)					
	2007	2008	2009	2010		2007	2008	2009	2010		
<b>Animaux vivants</b>	<b>12 409</b>	<b>21 105</b>	<b>21 732</b>	<b>11 101</b>	<b>-48,9</b>	<b>4 727</b>	<b>10 346</b>	<b>11 092</b>	<b>5 097</b>	<b>-54,0</b>	<b>0,8</b>
- Bovins	9 734	18 324	19 022	8 764	-53,9	3 857	9 259	9 723	4 032	-58,5	0,6
- Ovins et Caprins	2 675	2 781	2 710	2 337	-13,8	870	1 087	1 368	1 065	-22,1	0,2
<b>Cuir, articles en cuir et articles de voyage</b>	<b>2 293</b>	<b>1 498</b>	<b>1 861</b>	<b>895</b>	<b>-51,9</b>	<b>8 001</b>	<b>5 908</b>	<b>7 367</b>	<b>2 604</b>	<b>-64,7</b>	<b>0,4</b>
- Cuir et articles en cuir	1 403	1 183	1 239	578	-53,3	4 317	4 499	4 755	1 571	-67,0	0,2
- Articles de voyage	890	315	622	316	-49,2	3 684	1 410	2 612	1 032	-60,5	0,2
<b>Fruits et légumes</b>	<b>34 859</b>	<b>37 650</b>	<b>37 805</b>	<b>70 354</b>	<b>86,1</b>	<b>4 546</b>	<b>5 631</b>	<b>5 466</b>	<b>11 128</b>	<b>103,6</b>	<b>1,7</b>
<b>Coton en masse</b>	<b>254 863</b>	<b>139 477</b>	<b>193 558</b>	<b>162 047</b>	<b>-16,3</b>	<b>144 633</b>	<b>87 902</b>	<b>117 325</b>	<b>110 320</b>	<b>-6,0</b>	<b>16,4</b>
<b>Amandes de karité et autres oléagineux</b>	<b>222 475</b>	<b>112 200</b>	<b>119 379</b>	<b>131 050</b>	<b>9,8</b>	<b>28 902</b>	<b>20 682</b>	<b>30 706</b>	<b>35 349</b>	<b>15,1</b>	<b>5,2</b>
- Arachides décortiquées	511	6 964	6 868	153	-97,8	123	2 169	2 220	84	-96,2	0,0
- Graines de coton	66 837	91	404	1 678	314,9	2 012	7	17	179	981,1	0,0
- Graines de sésame	154 635	104 742	111 607	128 942	15,5	26 676	18 420	28 379	35 034	23,5	5,2
- Amande de karité	0	0	0	0		0	0	0			0,0
- Autres graines, noix et Amandes d'oléagineux	491	403	500	278	-44,4	90	85	90	52	-42,3	0,0
<b>Or non monétaire</b>	<b>0,829</b>	<b>5,389</b>	<b>15,199</b>	<b>26,244</b>	<b>72,7</b>	<b>4 615</b>	<b>55 646</b>	<b>190 323</b>	<b>438 729</b>	<b>130,5</b>	<b>65,1</b>
<b>Machines, appareils et Matériels de transport</b>	<b>3 874</b>	<b>3 750</b>	<b>5 204</b>	<b>4 246</b>	<b>-18,4</b>	<b>11 448</b>	<b>10 213</b>	<b>11 098</b>	<b>10 119</b>	<b>-8,8</b>	<b>1,5</b>
- Machines non électriques	2 539	1 900	2 574	2 368	-8,0	6 811	5 114	6 907	7 826	13,3	1,2
- Machines et appareils électriques	314	467	1 105	993	-10,1	903	508	1 121	813	-27,5	0,1
- Voitures de tourisme	151	180	250	192	-23,3	686	790	1 336	869	-35,0	0,1
- Camions, camionnettes	620	890	647	120	-81,5	1 411	3 104	839	104	-87,6	0,0
- Autres matériels de transport, nda	250	313	627	573	-8,6	1 637	697	895	508	-43,2	0,1
<b>Produits énergétiques</b>	<b>155 033</b>	<b>85 455</b>	<b>122 298</b>	<b>50 494</b>	<b>-58,7</b>	<b>30 355</b>	<b>36 727</b>	<b>45 815</b>	<b>18 757</b>	<b>-59,1</b>	<b>2,8</b>
- Autres essences	110 165	28 633	49 168	23 291	-52,6	14 501	12 096	18 343	9 318	-49,2	1,4
- Pétrole lampant	15 598	17 124	14 054	14 229	1,2	5 843	8 104	5 329	4 606	-13,6	0,7
- Gasoil	29 270	39 698	59 076	12 974	-78,0	10 011	16 526	22 143	4 833	-78,2	0,7
<b>Fils et tissus</b>	<b>3 154</b>	<b>1 671</b>	<b>5 517</b>	<b>2 526</b>	<b>-54,2</b>	<b>3 153</b>	<b>3 485</b>	<b>5 586</b>	<b>5 095</b>	<b>-8,8</b>	<b>0,8</b>
- Tissus de coton	39	112	280	195	-30,5	146	985	1 776	2 032	14,4	0,3
- Autres fils, tissus et textiles synthétiques, nda	3 115	1 559	5 237	2 331	-55,5	3 007	2 501	3 810	3 063	-19,6	0,5
<b>Graisses et huiles</b>	<b>5 511</b>	<b>2 287</b>	<b>3 167</b>	<b>3 261</b>	<b>3,0</b>	<b>2 695</b>	<b>2 294</b>	<b>2 551</b>	<b>1 802</b>	<b>-29,4</b>	<b>0,3</b>
- Beurre de karité	748	1 029	1 409	945	-32,9	594	1 206	1 466	772	-47,3	0,1
- Autres huiles et graisses végétales	4 763	1 257	1 759	2 316	31,7	2 101	1 088	1 085	1 030	-5,1	0,2
<b>Céréales</b>	<b>25 563</b>	<b>12 568</b>	<b>17 679</b>	<b>32 522</b>	<b>84,0</b>	<b>2 047</b>	<b>1 127</b>	<b>2 394</b>	<b>4 394</b>	<b>83,5</b>	<b>0,7</b>
- Maïs en grain	17 901	11 379	14 479	23 022	59,0	1 470	1 043	1 959	3 153	61,0	0,5
- Riz	0	0	500	500		0	0	75	161		0,0
- Mil et Sorgho	7 663	1 189	2 700	9 000	233,3	577	84	361	1 080	199,6	0,2
<b>Cigarettes et tabacs</b>	<b>624</b>	<b>536</b>	<b>432</b>	<b>425</b>	<b>-1,7</b>	<b>4 731</b>	<b>4 369</b>	<b>3 749</b>	<b>3 583</b>	<b>-4,4</b>	<b>0,5</b>
- Cigarettes	572	485	161	403	149,7	4 698	4 298	1 342	3 373	151,4	0,5
- Autres tabacs, nda	52	51	271	23	-91,7	33	70	2 407	210	-91,3	0,0
<b>Boissons</b>	<b>1 983</b>	<b>3 336</b>	<b>4 474</b>	<b>2 842</b>	<b>-36,5</b>	<b>1 021</b>	<b>1 423</b>	<b>2 039</b>	<b>1 378</b>	<b>-32,4</b>	<b>0,2</b>
- Vins	46	21	33	37	9,0	204	108	99	199	102,2	0,0
- Autres boissons, nda	1 937	3 315	4 440	2 805	-36,8	818	1 315	1 940	1 178	-39,3	0,2
<b>Tôle, fer, fonte, acier</b>	<b>9 321</b>	<b>13 596</b>	<b>11 354</b>	<b>8 164</b>	<b>-28,1</b>	<b>4 093</b>	<b>5 474</b>	<b>5 296</b>	<b>1 649</b>	<b>-68,9</b>	<b>0,2</b>
- Barres et profilés	4 953	10 424	8 081	5 698	-29,5	1 538	4 048	3 064	1 954	-36,2	0,3
- Autres fer et acier	4 369	3 172	3 273	2 466	-24,6	2 555	1 426	2 232	1 649	-26,1	0,2
<b>Autres</b>	<b>71 347</b>	<b>100 929</b>	<b>116 549</b>	<b>131 659</b>	<b>13,0</b>	<b>4 503</b>	<b>14 377</b>	<b>21 632</b>	<b>24 077</b>	<b>11,3</b>	<b>3,6</b>
<b>Total</b>	<b>803 311</b>	<b>536 063</b>	<b>661 023</b>	<b>611 611</b>	<b>-7,5</b>	<b>259 472</b>	<b>265 605</b>	<b>462 441</b>	<b>674 081</b>	<b>45,8</b>	<b>100,00</b>

Source : INSD

Comme les quatre (04) années précédentes, les pays d'Europe et d'Afrique ont constitué les principales destinations des produits exportés par le Burkina Faso en 2010, avec des parts de marché respectives de 69,9% et 23,1%. Comparativement à 2009, l'année 2010 est caractérisée par une ouverture du marché en faveur uniquement des pays d'Europe. En effet, la part de marché des pays d'Europe a progressé de 15,1 points de pourcentage entre 2009 et 2010, en liaison notamment avec les exportations d'or non monétaire principalement tournées vers la Suisse. Par contre, les pays des autres continents ont enregistré des replis de leurs parts de marché : -7,5 points de pourcentage pour l'Asie, -4,4 points pour l'Amérique, -3,0 points pour l'Afrique et -0,1 point pour l'Océanie.

**Tableau n° 11 : Destination des exportations du Burkina Faso<sup>6</sup>**

Régions	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
	(en millions F CFA)				(Part relative en %)			
<b>EUROPE</b>	<b>138 985</b>	<b>134 368</b>	<b>253 366</b>	<b>470 859</b>	<b>53,6</b>	<b>50,6</b>	<b>54,8</b>	<b>69,9</b>
<b>Union Européenne dont :</b>	<b>77 761</b>	<b>47 430</b>	<b>84 136</b>	<b>63 638</b>	<b>30,0</b>	<b>17,9</b>	<b>18,2</b>	<b>9,4</b>
France	34 406	22 266	48 997	18 300	13,3	8,4	10,6	2,7
UEBL	2	2	5 336	9 118	0,0	0,0	1,2	1,4
Italie	3 787	1 838	7 558	1 349	1,5	0,7	1,6	0,2
Royaume Uni	13 237	8 600	13 086	19 957	5,1	3,2	2,8	3,0
Allemagne	3 620	847	3 721	1 946	1,4	0,3	0,8	0,3
Espagne	855	381	1 426	310	0,3	0,1	0,3	0,0
<b>Autres pays d'Europe</b>	<b>61 224</b>	<b>86 938</b>	<b>169 230</b>	<b>407 220</b>	<b>23,6</b>	<b>32,7</b>	<b>36,6</b>	<b>60,4</b>
Suisse	60 904	86 795	169 182	406 645	23,5	32,7	36,6	60,3
<b>AFRIQUE dont :</b>	<b>98 902</b>	<b>96 385</b>	<b>120 725</b>	<b>155 578</b>	<b>38,1</b>	<b>36,3</b>	<b>26,1</b>	<b>23,1</b>
<b>- UEMOA</b>	<b>46 337</b>	<b>52 774</b>	<b>66 874</b>	<b>55 430</b>	<b>17,9</b>	<b>19,9</b>	<b>14,5</b>	<b>8,2</b>
Bénin	1 072	9 793	6 204	4 425	0,4	3,7	1,3	0,7
Côte d'Ivoire	11 236	13 510	13 552	12 190	4,3	5,1	2,9	1,8
Guinée Bissau	2	5	1	6	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	12 807	14 566	31 809	20 031	4,9	5,5	6,9	3,0
Niger	8 073	10 953	12 970	13 777	3,1	4,1	2,8	2,0
Sénégal	930	2 425	1 287	1 614	0,4	0,9	0,3	0,2
Togo	12 218	1 522	1 050	3 387	4,7	0,6	0,2	0,5
<b>-Autres pays de la CEDEAO</b>	<b>39 814</b>	<b>30 251</b>	<b>36 783</b>	<b>21 108</b>	<b>15,3</b>	<b>11,4</b>	<b>8,0</b>	<b>3,1</b>
Gambie	2	20	200	120	0,0	0,0	0,0	0,0
Ghana	20 564	10 131	12 601	17 900	7,9	3,8	2,7	2,7
Guinée Conakry	18 973	18 541	22 253	2 018	7,3	7,0	4,8	0,3
Libéria	1	0	3	177	0,0	0,0	0,0	0,0
Nigéria	275	1 554	1 719	680	0,1	0,6	0,4	0,1
Sierra Léone	0	4	8	213	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>AMERIQUE dont</b>	<b>1 128</b>	<b>6 885</b>	<b>24 721</b>	<b>5 891</b>	<b>0,4</b>	<b>2,6</b>	<b>5,3</b>	<b>0,9</b>
Etats Unis	564	6 635	19 318	1 968	0,2	2,5	4,2	0,3
Mexique	10	67	215	19	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	304	160	4 708	3 779	0,1	0,1	1,0	0,6
Guadeloupe	0	6	0	7	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>ASIE dont :</b>	<b>20 449</b>	<b>27 300</b>	<b>63 388</b>	<b>41 753</b>	<b>7,9</b>	<b>10,3</b>	<b>13,7</b>	<b>6,2</b>
Singapour	16 028	23 790	24 455	31 218	6,2	9,0	5,3	4,6
Japon	893	625	6 729	467	0,3	0,2	1,5	0,1
Rép. Pop de Chine	632	558	19 848	1 771	0,2	0,2	4,3	0,3
Inde	2 005	540	1 921	696	0,8	0,2	0,4	0,1
<b>Océanie</b>	<b>8</b>	<b>667</b>	<b>241</b>	<b>1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>259 472</b>	<b>265 605</b>	<b>462 441</b>	<b>674 081</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Sources : INSD et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA pour les années 2008, 2009 et 2010.

<sup>6</sup> Les exportations à destination des pays de l'UEMOA en 2008, 2009 et 2010 ont été ajustées pour tenir compte des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

## II.1.2 - BALANCE DES SERVICES

La balance des services regroupe les transports, les voyages et les autres services.

Le solde structurellement déficitaire de la balance des services s'est dégradé de 36,2% en passant de -192.078 millions de FCFA en 2009 à -261.609 millions de FCFA en 2010, imputable à toutes ses composantes, à l'exception de la rubrique « voyages ».

**Tableau n° 12 : Evolution du solde de la balance des services**  
(en millions de FCFA)

Années	Soldes	Variations
2006	-167 033	+8,4%
2007	-173 945	+4,1%
2008	-211 572	+21,6%
2009	-192 078	-9,2%
2010	-261 609	+36,2%

Source : BCEAO

### II.1.2.1 – Les transports

La rubrique des transports comprend principalement les transports de passagers et de marchandises. Le tableau ci-après donne l'évolution du solde des transports de 2006 à 2010.

**Tableau n° 13 : Evolution du solde de la balance des transports**  
(en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Transports	-115 232	-120 923	-139 622	-126 026	-156 079
- Passagers	-14 292	-14 313	-12 252	-6 377	-3 820
- Fret	-98 969	-103 035	-125 507	-115 534	-147 985
- Autres	-1 971	-3 575	-1 863	-4 115	-4 274
Fret/Importations CAF, Commerce général (%)	12,6	12,8	12,7	11,0	13,2

Source : BCEAO

En passant de -126.026 millions de FCFA en 2009 à -156.079 millions de FCFA en 2010, le déficit du solde des flux de paiements au titre des transports s'est renforcé de 23,8%, essentiellement sous l'effet d'une augmentation des paiements nets aux non-résidents du fret sur les marchandises.

En effet, la rubrique « fret » qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures résidentes au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les recettes réalisées par les compagnies non-résidentes au titre du transport de marchandises au profit des agents résidents du Burkina Faso, est ressortie déficitaire en 2010 de 147.985 millions de FCFA, après un solde de -115.534 millions de FCFA réalisé en 2009. L'accentuation de ce déficit en 2010 est en liaison à la fois avec la hausse des prix des marchandises importées et l'accroissement des cours mondiaux du baril de pétrole par rapport à l'année 2009.

La dégradation du déficit de la balance des transports a été atténuée par l'amélioration de la rubrique « transports de passagers » dont le solde est passé de -6.377 millions de FCFA en 2009 à -3.820 millions de FCFA en 2010. Cette amélioration est imputable principalement à la baisse des paiements à l'étranger des transports aériens et la hausse des flux reçus au titre du transport routier sous-régional.

### II.1.2.2 – Les voyages

Le poste « voyages » regroupe les voyages à titre professionnel et ceux à titre personnel. Il recense au crédit les dépenses effectuées au Burkina Faso par les hommes d'affaires et les touristes non-

résidents, et au débit les dépenses faites par des hommes d'affaires et touristes résidents lors de leur séjour à l'étranger. Le tableau ci-après donne l'évolution du solde des « voyages » entre 2006 et 2010.

**Tableau n° 14 : Evolution du solde des voyages**  
(en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Voyages	-1 142	-881	-156	+1 119	+1 685
-à titre professionnel	+183	-2 268	-1 464	-594	+1 029
-à titre personnel	-1 325	+1 387	+1 308	+1 713	+656

Source : BCEAO

Le solde des voyages s'est légèrement amélioré de 566 millions de FCFA en passant de +1.119 millions de FCFA en 2009 à +1.685 millions de FCFA en 2010, imputable à la hausse des entrées nettes des voyages à titre professionnel (+1.623 millions de FCFA), celles des voyages à titre personnel ayant enregistré une décre de 1.057 millions de FCFA. L'amélioration du solde des voyages s'explique principalement par l'accroissement des entrées de voyageurs d'affaires, des missions de fonctionnaires et des touristes professionnels et amateurs, à la faveur notamment de l'amélioration de la desserte du pays et de la tenue de grandes manifestations culturelles et d'affaires telles que le Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO), le Festival des Nuits Atypiques de Koudougou (NAK), le Festival International de Théâtre et de Marionnette de Ouagadougou (FITMO), le Festival JAZZ à Ouaga, la Semaine Nationale de la Culture (SNC) à Bobo-Dioulasso, le Forum Africallia 2010 à Ouagadougou et le Tour cyclisme international du Faso (Tour du Faso).

### II.1.2.3 – Autres services

La rubrique « autres services » regroupe les services de communication, les services d'assurance et divers services spécialisés effectués entre entreprises (services d'information et d'informatique, de publicité, services juridiques etc.), ainsi que les services fournis ou reçus par les administrations.

Le solde de cette rubrique est passé de -67.171 millions de FCFA en 2009 à -107.215 millions de FCFA en 2010, enregistrant ainsi une dégradation de 59,6% due principalement à toutes ses composantes, à l'exception de la rubrique « services fournis ou reçus par les administrations ». Le tableau ci-après retrace l'évolution du solde de la rubrique « autres services » sur la période 2006 à 2010.

**Tableau n° 15 : Evolution du solde des « autres services »**  
(en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Autres Services <sup>7</sup>	-50.659	-52.141	-71 794	-67 171	-107 215
. Assurances	-29 508	-31 738	-41 181	-35 391	-46 708
. Communication	-1 067	-576	-1 407	11 841	7 267
. Serv. fournis ou reçus par les adm.	-4 757	-2 376	-2 257	-1 658	8 399
. Autres services aux entreprises	-2 887	-4 384	-40 769	-34 087	-91 321
. Divers autres	-12 440	-13 067	13 820	-7 876	-15 148

Source : BCEAO

### II.1.3 – BALANCE DES REVENUS

Le poste des « revenus » enregistre les flux relatifs à la rémunération des salariés et aux revenus des investissements. Les principales opérations enregistrées à ce poste sont :

<sup>7</sup> Le poste « autres services » dans le tableau n°15 inclut les « services fournis ou reçus par les administrations », contrairement au même poste du tableau n°03 qui n'en tient pas compte.

Au crédit :

- Les salaires versés par des entreprises non-résidentes, des organisations internationales ainsi que par des représentations diplomatiques à des travailleurs résidents burkinabè ;
- Les revenus perçus par des résidents burkinabè sur les titres de participation et les titres de créances détenus sur l'étranger ;

Au débit :

- les rémunérations versées par des entreprises résidentes à des non-résidents ;
- les dividendes et bénéfices payés à des non-résidents et les intérêts payés au titre de la dette extérieure publique et privée.

En 2010, le solde du poste "Revenus" est ressorti débiteur de 3.206 millions de FCFA contre - 2.592 millions de FCFA en 2009, soit une détérioration de 23,7% imputable exclusivement à la rubrique des revenus du capital (-1.408 millions de FCFA).

**Tableau n° 16 : Evolution du solde du poste « Revenus »***(en millions de FCFA)*

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Solde des revenus	-1 208	-1 124	-1 640	-2 592	-3 206
. Revenus du travail	-3 889	-3 758	-580	-2 169	-1 375
. Revenus du capital dont	2 681	2 634	-1 060	-423	-1 831
Intérêts payés/dette extérieure publiq.	(-12 270)	(-6 695)	(-8 362)	(-8 749)	(-10 203)

*Source : BCEAO***II.1.4 - BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS**

Les transferts courants sans contrepartie recensent les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers et burkinabè ainsi que les aides en espèces influant sur la consommation des biens et services.

Les transferts courants sans contrepartie se subdivisent en transferts privés et en transferts des administrations publiques.

**Tableau n° 17 : Evolution du solde de la balance des transferts courants sans contrepartie de 2006 à 2010***(en millions de FCFA)*

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Transferts privés courants sans contrepartie	+42 095	+55 011	+57 019	+62 508	+64 253
Transferts publics courants Sans contrepartie	+91 287	+138 255	+126 259	+180 312	+179 745
<b>TOTAL</b>	<b>+133 382</b>	<b>+193 266</b>	<b>+183 278</b>	<b>+242 820</b>	<b>+243 998</b>

*Source : BCEAO*

En s'établissant à 243.998 millions de FCFA en 2010 contre 242.820 millions de FCFA en 2009, les entrées nettes de transferts courants sans contrepartie ont enregistré une légère hausse de 0,5%, imputable à l'évolution des transferts privés (+1.745 millions de FCFA), les transferts publics s'étant contractés d'une année à l'autre (-567 millions de FCFA).

**II.1.4.1 – Transferts courants privés**

Les principales opérations enregistrées au crédit de ce poste sont l'épargne rapatriée par les travailleurs burkinabè émigrés, les pensions versées par la France aux anciens combattants et l'aide extérieure en nature et en espèces reçue par le secteur privé national.

Au débit, sont consignés notamment, les transferts d'économies sur salaires des travailleurs étrangers installés au Burkina Faso.

**Tableau n° 18 : Evolution des principaux postes des transferts courants privés  
sans contrepartie de 2006 à 2010**

*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Crédit :</b>	81 487	94 267	96 779	103 768	116 719
Dont économies sur salaires	31 694	36 610	38 063	39 666	52 369
<b>Débit :</b>	39 392	39 256	39 760	41 260	52 466
Dont économies sur salaires	37 291	37 105	37 605	39 065	46 756
<b>SOLDE</b>	<b>+42 095</b>	<b>+55 011</b>	<b>+57 019</b>	<b>+62 508</b>	<b>+64 253</b>

Source : BCEAO

Les entrées nettes de transferts courants privés sans contrepartie ont connu une hausse de 1.745 millions de FCFA en 2010 en s'établissant à 64.253 millions de FCFA contre 62.508 millions de FCFA une année plus tôt. Cette évolution découle principalement de l'augmentation des transferts reçus des travailleurs burkinabè émigrés (+32,0%) et de l'aide extérieure reçue par le secteur privé, notamment les ressources reçues par les ONG dans le cadre de leurs activités de lutte contre la pauvreté.

#### **II.1.4.2- Transferts courants publics**

Les principales opérations enregistrées à ce poste sont :

##### au crédit :

- les dons en nature et l'aide budgétaire reçus par le secteur public burkinabè ;
- les rémunérations versées au personnel de l'assistance technique en poste au Burkina Faso ;
- les amendes, impôts et taxes payés au Burkina Faso par des non-résidents ;

##### au débit :

- les contributions du Burkina Faso au fonctionnement des organismes inter-Etats et internationaux.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les entrées nettes au titre des transferts publics sans contrepartie, en ressortant à 179.745 millions de FCFA en 2010 contre +180.312 millions de FCFA en 2009, se sont inscrites en légère baisse de 0,3% sous l'effet de la baisse des salaires de l'assistance technique, les ressources reçues au titre des appuis budgétaires publics ayant au contraire augmenté.

En s'établissant à 147.812 millions de FCFA en 2010 contre 145.504 millions de FCFA en 2009, les transferts reçus au titre des appuis budgétaires publics ont progressé de 1,6%, en liaison avec le renforcement des mobilisations des concours extérieurs.

**Tableau n° 19 : Evolution des transferts courants publics  
sans contrepartie de 2006 à 2010**

*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Crédit</b>	92 621	139 544	127 570	182 445	181 895
<b>Débit</b>	1 334	1 289	1 311	2 133	2 150
<b>SOLDE</b>	<b>+91 287</b>	<b>+138 255</b>	<b>+126 259</b>	<b>+180 312</b>	<b>+179 745</b>

Source : BCEAO

## **II.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES**

Le compte de capital et d'opérations financières enregistre les transferts de capital ainsi que les mouvements relatifs aux investissements.

### **II.2.1 – LE COMPTE DE CAPITAL**

Le compte de capital recense les transferts de capital et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales etc.).

En 2010, le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 98.895 millions de FCFA contre 132.904 millions de FCFA en 2009, soit une décreue de 25,6%, expliquée principalement par la baisse enregistrée au titre des ressources extérieures en appui au Programme d'Investissements Publics, en liaison notamment avec la finalisation de certains travaux de reconstruction des infrastructures socio-économiques détruites par les pluies diluviennes du 1<sup>er</sup> septembre 2009.

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du compte de capital de 2006 à 2010.

**Tableau n° 20 : Evolution du compte de capital de 2006 à 2010**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Transferts de capital	+818 754	+140 188	+86 164	+132 909	+98 873
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-20	-16	-421	-5	22
<b>SOLDE</b>	<b>+818 734</b>	<b>+140 172</b>	<b>+85 741</b>	<b>+132 904</b>	<b>+98 895</b>

Source : BCEAO

### **II.2.2 – LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES**

Ce poste recense les opérations relatives aux investissements directs, aux investissements de portefeuille et aux autres investissements.

En 2010, le solde du compte des opérations financières, selon la présentation optique BCEAO, est ressorti excédentaire en s'établissant à 75.453 millions de FCFA contre un surplus de 272.655 millions de FCFA en 2009, soit une diminution sensible de 197.202 millions de FCFA (-72,3%), provenant de la baisse des flux des investissements directs et des autres investissements.

Le tableau ci-après retrace l'évolution du solde du compte des opérations financières entre 2006 et 2010.

**Tableau n° 21 : Evolution du compte des opérations financières de 2006 à 2010**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Investissements directs	+17 040	+164 537	+47 470	+43 636	+18 895
Investissements de portefeuille	-554	+3 613	+4 077	+7 607	+15 845
Autres Investissements	-497 774	+149 601	+259 363	+221 412	+40 713
<b>SOLDE</b>	<b>-481 288</b>	<b>+317 751</b>	<b>+310 910</b>	<b>+272 655</b>	<b>+75 453</b>

Source : BCEAO

#### **II.2.2.1 - Investissements directs**

En 2010, les entrées nettes au titre des investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital social de la société, se sont établis à +18.895 millions de FCFA contre +43.636 millions de FCFA en 2009, soit une contraction de 24.741 millions de FCFA. Ce recul des investissements directs est expliqué principalement par la baisse, en flux, des prises de participations nouvelles dans le capital social des entreprises locales par les non-résidents, couplées à la progression des investissements du même genre faits par les entités résidentes dans les structures étrangères.



### **II.2.2.2 - Investissements de portefeuille**

Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10,0% du capital social de la société, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Au plan de la comptabilisation, les diminutions d'avoirs et les augmentations d'engagements sont enregistrées au crédit tandis qu'au débit, sont recensées les augmentations d'avoirs et les diminutions d'engagements.

En 2010, les transactions au titre des investissements de portefeuille se sont traduites par un solde excédentaire de 15.845 millions de FCFA, contre +7.607 millions de FCFA une année plus tôt, soit un surplus de 8.238 millions de FCFA, expliqué notamment par les remboursements reçus par les autres secteurs sur les obligations et autres titres d'emprunt étrangers acquis, et, les ressources mobilisées sur le marché monétaire par l'Etat à travers les bons émis et souscrits par les non-résidents.

### **II.2.2.3 - Autres Investissements**

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

En 2010, tout comme les années précédentes, les principales opérations enregistrées au crédit concernent les tirages sur la dette extérieure, tandis qu'au débit, sont recensés les remboursements dus au titre du principal de la dette extérieure.

Les tirages sur la dette extérieure publique (hors bons du trésor) se sont établis à 165.414 millions de FCFA et les remboursements à 14.737 millions de FCFA en 2010, contre respectivement 123.890 millions de FCFA et 14.327 millions de FCFA en 2009.

Au total, les entrées nettes au titre de l'ensemble des "autres investissements" se sont élevées à +40.713 millions de FCFA en 2010 contre +221.412 millions de FCFA une année plus tôt, soit une diminution de 180.699 millions de FCFA. Cette contraction est expliquée par les remboursements des emprunts aux non-résidents par les structures privées résidentes notamment minières, la hausse des flux au titre des crédits commerciaux accordés aux clients étrangers par les entreprises résidentes et la progression des dépôts des autres secteurs à l'extérieur.

## **II.2.3 – EVOLUTION DES CAPITAUX MONETAIRES**

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaire sur les avoirs et engagements extérieurs des institutions monétaires.

En 2010, l'incidence de l'activité économique intérieure a été caractérisée au plan des relations financières extérieures par une progression des avoirs des institutions monétaires (+99.952 millions de FCFA) et une augmentation de leurs engagements (+13.959 millions de FCFA). Ainsi, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire se sont améliorés de 85.933 millions de FCFA, contre un excédent de 224.688 millions de FCFA un an plus tôt.

### **II.2.3.1 – Situation de la Banque Centrale**

Les principaux avoirs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Le poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en or monétaire et en DTS, de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements portent sur les recours aux crédits du FMI et les engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères.

Contrairement à l'année précédente, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont regressé de 18,8% (80.244 millions de FCFA) pour s'établir à 346.664 millions de FCFA à fin décembre 2010. Cette évolution de la position extérieure de l'Institut d'émission s'explique principalement par la baisse enregistrée au niveau des avoirs qui ont reculé de 65.796 millions de FCFA de 2009 à 2010, reflétant la baisse de l'excédent du solde du compte de capital et d'opérations financières.

Le tableau ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale entre 2006 et 2010.

**Tableau n° 22 : Evolution des avoirs et des engagements extérieurs de la Banque Centrale**  
(en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Avoirs</b>	<b>275 280</b>	<b>456 972</b>	<b>439 340</b>	<b>588 656</b>	<b>522 867</b>
. Position de réserve	4 446	3 577	7 529	3 925	6 538
. DTS détenus	17	53	26	34 325	36 643
. Autres créances <i>dont ajustement/Circulation fiduciaire</i>	270 817	453 342	431 774	550 406	482 339
<b>Engagements</b>	<b>65 290</b>	<b>95 382</b>	<b>117 004</b>	<b>161 755</b>	<b>176 203</b>
. Recours aux crédits du FMI	17 399	16 702	25 597	50 236	63 587
. Banques et institutions étrangères	47 891	78 680	91 408	111 519	117 378
. Autres engagements					
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>209 990</b>	<b>361 590</b>	<b>322 336</b>	<b>426 901</b>	<b>346 664</b>

Source : BCEAO

### II.2.3.2 – Situation des banques

La position extérieure nette des Autres institutions monétaires (banques) correspond au solde de leurs avoirs et engagements extérieurs bruts.

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des Autres institutions monétaires fait ressortir en 2010, une hausse des avoirs extérieurs qui passent de 278.564 millions de FCFA à fin décembre 2009 à 444.312 millions de FCFA à fin décembre 2010, soit une progression de 59,5% (+165.748 millions de FCFA), conjuguée avec une légère baisse des engagements de -0,5% (-489 millions de FCFA) à la même date.

**Tableau n° 23 : Evolution des avoirs et des engagements extérieurs des Autres institutions monétaires**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Avoirs</b>	<b>118 992</b>	<b>167 367</b>	<b>175 551</b>	<b>278 564</b>	<b>444 312</b>
<b>Engagements</b>	<b>100 651</b>	<b>112 552</b>	<b>114 893</b>	<b>97 783</b>	<b>97 294</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>18 341</b>	<b>72 228</b>	<b>60 658</b>	<b>180 781</b>	<b>347 018</b>

Source : BCEAO

### II.2.3.3 – Avoirs Extérieurs Nets des institutions monétaires

La variation des avoirs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements d'un pays et correspond à la somme algébrique des variations des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des Autres institutions monétaires.

Le tableau ci-après donne l'évolution des variations des avoirs extérieurs nets entre 2006 et 2010.

**Tableau n° 24 : Evolution des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires de 2006 à 2010**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
- Banques	+11 714	+53 887	+5 842	+120 123	+166 237
- Banque Centrale	+37 837	+134 194	-39 254	+104 565	-80 244
<b>TOTAL</b>	<b>+49 551</b>	<b>+188 081</b>	<b>-33 412</b>	<b>+224 688</b>	<b>+85 993</b>

Source : BCEAO

### **III – LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)**

Tout comme la balance des paiements, la Position Extérieure Globale (PEG) retrace l'évolution des comptes extérieurs d'un pays. Toutefois, au contraire de la balance des paiements qui recense les variations d'avoirs et engagements extérieurs au cours d'une période annuelle, la PEG recense les stocks d'avoirs et d'engagements à une date donnée et généralement au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les créances des résidents sur l'extérieur, leurs engagements à l'égard des non-résidents, l'or monétaire ainsi que les DTS détenus par le pays.

A fin décembre 2010, la PEG du Burkina Faso ressort débitrice de 508.350 millions de FCFA, contre -597.006 millions de FCFA, soit une amélioration de 14,9%, consécutive à la hausse des avoirs, en dépit d'une augmentation des engagements d'une année à l'autre.

**Tableau n° 25 : Position Extérieure Globale du Burkina Faso en 2009 et 2010**

(en millions de FCFA)

<b>INTITULE</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b><u>Avoirs</u></b>	<b>869 910</b>	<b>1 083 545</b>
Investissements directs à l'étranger	5 397	3 720
Investissements de portefeuille	98 666	280 405
Titres de participation	2 441	2 446
Titres de créances	96 225	277 959
Autres investissements	177 191	273 900
Crédits commerciaux	8 754	51 690
Prêts	101 821	100 060
Monnaies fiduciaires et dépôts	59 488	116 373
Avoirs de réserve	588 656	525 520
Position de réserve FMI	3 925	6 538
DTS	34 325	36 643
Dépôts et monnaies étrangères	550 406	482 339
<b><u>Engagements</u></b>	<b>1 466 916</b>	<b>1 591 895</b>
Investissements directs dans l'économie	260 169	173 711
Investissements de portefeuille	6 880	6 152
Autres investissements	1 199 867	1 412 032
Prêts	995 430	1 131 120
Monnaie fiduciaire et dépôts	54 060	78 832
Crédits commerciaux	23 753	85 595
Autres engagements	126 624	116 485
<b>Position Extérieure Globale</b>	<b>-597 006</b>	<b>-508 350</b>

Source : BCEAO

#### **III.1 – LES AVOIRS**

L'ensemble des avoirs extérieurs du Burkina Faso s'élevait à 1.083.545 millions de FCFA à la fin de l'année 2010 contre 869.910 millions de FCFA en 2009, soit une hausse de 24,6% provenant de la hausse des investissements de portefeuille et des autres investissements d'une année à l'autre.

##### **III.1.1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER**

Les investissements directs à l'étranger correspondent au stock des participations des agents économiques résidents dans les entreprises non-résidentes, pour lesquelles les montants des participations par société représentent au moins 10,0% du capital social.

A fin décembre 2010 les investissements directs à l'étranger s'élevaient à 3.720 millions de FCFA contre 5.397 millions de FCFA en 2009, soit une régression de 31,1%.

### **III.1.2 – LES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Les investissements de portefeuille représentent le stock des participations des agents économiques résidents correspondant à moins de 10,0% du capital social des entreprises étrangères ainsi que les opérations sur titres de créances détenus sur l'extérieur.

Les investissements de portefeuille à fin décembre 2010 se sont situés à 280.405 millions de FCFA contre 98.666 millions de FCFA une année plus tôt, soit une augmentation de 184,2% (+280.405 millions de FCFA), due essentiellement à la hausse des titres de créances détenus sur l'extérieur (+181.734 millions de FCFA).

### **III.1.3 – LES AUTRES INVESTISSEMENTS**

La principale composante des autres investissements est constituée des dépôts des banques auprès de leurs correspondants étrangers et des monnaies étrangères qu'elles détiennent dans leurs caisses. A fin décembre 2010, les avoirs au titre des autres investissements sont ressortis à 273.900 millions de FCFA contre 177.191 millions de FCFA en 2009, à la suite notamment d'une hausse des dépôts et monnaies fiduciaires (+56.885 millions de FCFA) et des crédits commerciaux (+42.936 millions de FCFA), atténuée par une légère baisse des prêts (-1.761 millions de FCFA).

### **III.1.4 – LES AVOIRS DE RESERVE**

Les postes qui composent les avoirs de réserve sont la position de réserve au FMI, les DTS détenus, les dépôts et monnaies étrangères détenus par la Banque Centrale.

A fin décembre 2010, les avoirs de réserve ou réserves officielles de change ont atteint 525.520 millions de FCFA contre 588.656 millions de FCFA à fin 2009, soit une régression de 10,7%. Sur cette base, les avoirs de réserve du Burkina Faso au 31 décembre 2010 ont représenté environ six (06) mois d'importations douanières CAF, contre sept (07) mois en 2009, cinq (05) mois en 2008, sept (07) mois en 2007 et quatre (4) mois à fin décembre 2006. Etendus à l'échelle de l'Union, les réserves officielles de change ressortent à 6.770.836 millions de FCFA à fin décembre 2010<sup>8</sup>, soit une progression de 544.938 millions de FCFA par rapport à 2009.

## **III.2 – LES ENGAGEMENTS**

A fin décembre 2010, les engagements extérieurs du Burkina Faso se sont élevés à 1.591.895 millions de FCFA contre 1.466.916 millions de FCFA en 2009, soit une augmentation de 8,5%, imputable exclusivement aux autres investissements.

### **III.2.1 – INVESTISSEMENTS DIRECTS DANS L'ECONOMIE**

Les investissements directs dans l'économie correspondent au stock des participations étrangères dans les entreprises résidentes, pour lesquelles les montants des participations par entreprise représentent au moins 10,0% du capital social.

Ils se sont établis à 173.711 millions de FCFA à fin décembre 2010 contre 260.169 millions de FCFA en 2009, soit une baisse de 33,2% (-86.458 millions de FCFA).

### **III.2.2 - INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Les investissements de portefeuille représentent le stock des participations étrangères correspondant à moins de 10,0% du capital social des entreprises résidentes ainsi que les opérations sur titres de créances.

A fin décembre 2010, les investissements de portefeuille effectués par les non-résidents au Burkina Faso s'élevaient à 6.152 millions de FCFA contre 6.880 millions de FCFA en 2009, soit une contraction de 728 millions de FCFA.

### **III.2.3 - AUTRES INVESTISSEMENTS**

Les autres investissements comprennent principalement l'encours de la dette extérieure publique et privée. Au 31 décembre 2010, le montant total des autres investissements s'est établi à 1.412.032 millions de FCFA, contre 1.199.867 millions de FCFA à fin 2009, soit une augmentation de 17,7%.

8 Représentant une couverture de l'émission monétaire à hauteur de 112,9% au cours de l'année sous revue.

## IV – ANNEXES STATISTIQUES

### Annexe 1 – Tableaux de concordance statistiques

Certaines transactions sont recensées ou éliminées en balance des paiements, alors qu'elles ont été respectivement reprises ou omises en statistiques monétaires. Il s'agit notamment des valeurs à l'encaissement et des comptes exigibles après encaissement. Compte tenu des retraitements liés à ces transactions et en prenant en compte les contreparties de réévaluation des comptes du FMI, il apparaît un écart entre les mouvements de capitaux monétaires recensés en balance des paiements et la variation des avoirs extérieurs nets qui ressort dans les publications du FMI.

Les deux tableaux ci-après donnent le rapprochement entre les statistiques monétaires brutes et celles retenues en balance des paiements, après retraitement.

**Tableau n°1 : AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE EN 2010**  
(en millions de FCFA)

<b>Avoirs</b>	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 11)	524 404
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	-1257
Autres ajustements	-280,4
	<b>522 866,6</b>
<b>Total Avoirs (balance des paiements)</b>	
<b>Engagements</b>	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 16 C)	224 104
<i>dont dépôts à vue BIRD/AID</i>	440
Ajustements	-48 341,2
	<b>176 202,8</b>
<b>Total des engagements (balance des paiements)</b>	

Sources : BCEAO, Banque Mondiale

**Tableau n°2 : AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS  
MONETAIRES EN 2010**

(en millions de FCFA)

<b>Avoirs</b>	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 21)	457 570
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-13 258
ajustements	0
	<b>444 312</b>
<b>Avoirs des autres institutions monétaires (balance des paiements)</b>	
<b>Engagements</b>	
Statistiques monétaires (FMI, IFS LIGNES 26 CL et 26 C)	100 121
Comptes exigibles après encaissement	-13 500
Ajustements	+10 673
	<b>97 294</b>
<b>Engagements extérieurs des autres institutions monétaires (balance des paiements)</b>	

Sources : BCEAO, Banque Mondiale

## ANNEXE 2 – Balance des paiements, Présentation BCEAO

Bala/Mc		Après ajustement				
C	2010	Année : 2010				
Code	Intitules	Credit	Debit	Net		
4 9 93	Compte des transactions courantes	1 279 644	1 369 511	-89 867		
4 1 0	Biens	785 182	854 232	-69 050		
4 1 10	.Marchandises générales	271 620	849 077	-577 457		
4 1 20	.Autres biens	513 562	5 155	508 407		
4 2 0	Services	150 443	412 052	-261 609		
4 2 5	.Transports	21 595	177 674	-156 079		
4 2 3	- dont fret	3 926	151 911	-147 985		
4 2 36	.Voyages	35 762	34 077	1 685		
4 2 91	.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	16 511	8 112	8 399		
4 2 98	.Autres services	76 575	192 189	-115 614		
4 3 0	Revenus	45 405	48 611	-3 206		
4 3 10	.Rémunération des salariés	7 235	8 610	-1 375		
4 3 20	.Revenus des investissements	38 170	40 001	-1 831		
4 3 5	- dont intérêts sur dette publique		10 203	-10 203		
4 3 79	Transferts courants	298 614	54 616	243 998		
4 3 80	.Administrations publiques	181 895	2 150	179 745		
4 3 90	.Autres secteurs	116 719	52 466	64 253		
4 9 97	Compte de capital et d'opérations financières	481 314	306 966	174 348		
4 4 0	.Transferts de capital	98 873		98 873		
4 4 1	. Administrations publiques	51 174		51 174		
4 4 2	. Remises de dettes	0	0	0		
4 4 10	. Autres	51 128	0	51 128		
4 4 30	. Autres secteurs	47 699		47 699		
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	34	12	22		
4 5 0	Investissements directs	94 047	75 152	18 895		
4 5 5	.De l'économie à l'étranger	22 245	20 496	1 749		
4 5 55	.De l'étranger dans l'économie	71 802	54 656	17 146		
4 5 99	Investissements de portefeuille	42 285	26 440	15 845		
4 6 1	. Avoirs (hors Banques)	27 884	19 248	8 636		
4 6 51	. Engagements (hors Banques)	14 401	7 192	7 209		
4 6 99	Autres investissements	246 075	205 362	40 713		
4 7 1	.Avoirs (hors banques)	12 182	100 540	-88 358		
4 7 13	. Administrations publiques	1 000	731	269		
4 7 28	. Autres secteurs	11 182	99 809	-88 627		
4 7 51	.Engagements (hors banques)	233 893	104 822	129 071		
4 7 63	. Administrations publiques	165 414	14 737	150 677		
4 7 78	. Autres secteurs	68 479	90 085	-21 606		
0 0 0	Pour mémoire	0	0	0		
4 9 20	Financements exceptionnels			0		
4 9 31	.Rééchelonnements	0		0		
4 9 22	.Remises de dettes	0		0		
4 9 32	.Total des arriérés			0		
4 9 48	.Autres			0		
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	197 924	196 412	1 512		
4 9 90	Solde global	1 958 882	1 872 889	85 993		
4 7 2	Avoirs et engagements extérieurs	359 081	445 074	-85 993		
4 7 5	.Autorités monétaires	115 677	35 433	80 244		
4 7 16	. Avoirs	72 091	6 295	65 796		
4 7 82	. Engagements	43 586	29 138	14 448		
0 0 0	Pour mémoire	0	0	0		
4 8 5	Contreparties de réévaluation des cptes du FMI	2 660	3 917	-1 257		
4 7 35	.Banques	243 404	409 641	-166 237		
4 7 29	. Avoirs	175 035	340 783	-165 748		
4 7 79	. Engagements	68 369	68 858	-489		

## ANNEXE 3 – Balance des paiements, Présentation standard

Ba/Mc Apres ajustement				
C		Annee : 2010		
Code	Intitules	Credit	Debit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	1 279 644	1 369 511	-89 867
0 ..		0	0	0
4 1 0	Biens	785 182	854 232	-69 050
4 1 10	Marchandises générales	271 620	849 077	-577 457
4 1 50	Biens importés ou exportés pour transformation	88	92	-4
4 1 51	Biens transformés à l'étranger	0	92	-92
4 1 52	Biens transformés dans l'économie	88	0	88
4 1 60	Réparations de biens	167	582	-415
4 1 70	Achats de biens dans les ports par les transporteurs	1 351	4 481	-3 130
4 1 71	Dans les ports maritimes	0	0	0
4 1 72	Dans les aéroports	1 351	4 481	-3 130
4 1 73	Dans d'autres ports	0	0	0
4 1 80	Or non monétaire	511 956		511 956
4 1 81	Détenu à titre de réserve de valeur			0
4 1 82	Détenu à d'autres fins	511 956	0	511 956
0 ..		0	0	0
4 2 0	Services	150 443	412 052	-261 609
4 2 5	Transports	21 595	177 674	-156 079
4 2 6	Transports maritimes	718	112 979	-112 261
4 2 7	Passagers	0	0	0
4 2 8	Fret	0	112 979	-112 979
4 2 9	Autres	718	0	718
4 2 10	Transports aériens	18 235	59 044	-40 809
4 2 11	Passagers	14 838	19 916	-5 078
4 2 12	Fret	3 029	33 768	-30 739
4 2 13	Autres	368	5 360	-4 992
4 2 14	Autres transports	2 642	5 651	-3 009
4 2 15	Passagers	1 745	487	1 258
4 2 16	Fret	897	5 164	-4 267
4 2 17	Autres	0	0	0
4 2 36	Voyages	35 762	34 077	1 685
4 2 37	Voyages à titre professionnel	18 778	17 749	1 029
4 2 38	Travailleurs saisonniers et frontaliers	0	0	0
4 2 39	Autres	18 778	17 749	1 029
4 2 40	Voyages à titre personnel	16 984	16 328	656
4 2 41	Pour raisons de santé	10	887	-877
4 2 42	A but éducatif	288	1 177	-889
4 2 43	A d'autres fins	16 686	14 264	2 422
4 2 45	Services de communication	24 651	17 384	7 267
4 2 49	Services de bâtiment et travaux publics	35 237	37 523	-2 286
4 2 53	Services d'assurances	1 298	48 006	-46 708
4 2 54	Compagnies d'assurance vie et caisses de pension			0
4 2 55	Assurance du fret	1 118	43 255	-42 137
4 2 56	Autres assurances directes	126	2 501	-2 375
4 2 57	Réassurance	50	2 250	-2 200
4 2 58	Services auxiliaires	4	0	4
4 2 60	Services financiers	5 326	1 695	3 631
4 2 62	Services d'informatique et d'information	1 508	6 098	-4 590
4 2 66	Redevances et droits de licence	222	55	167
4 2 68	Autres services aux entreprises	7 976	81 408	-73 432
4 2 69	Négoce international et autres services liés au commerce	3 047	195	2 852
4 2 70	Négoce international	3 047	0	3 047
4 2 71	Autres	0	195	-195
4 2 72	Location-exploitation	0	1 815	-1 815
4 2 73	Divers services aux entreprises, spécialisés et techniques	4 929	79 398	-74 469
4 2 74	Services juridiques, de compta., conseil en gest., de relations p			0
4 2 75	Services juridiques			0
4 2 76	Comptabilité, vérif. des cptes, tenue des livres et cons.fiscal			0
4 2 77	Conseil en gestion des entreprises et relations publiques			0
4 2 78	Publicité, études de marché et sondages d'opinion	888	747	141
4 2 79	Recherche et développement	115	0	115
4 2 80	Architecture, ingénierie et autres services techniques	112		112
4 2 81	Services agricoles, miniers et traitement sur place			0
4 2 82	Traitement des déchets et dépollution			0
4 2 83	Autres			0
4 2 84	Autres services	860	53 092	-52 232
4 2 85	Services entre entreprises apparentées n.c.a			0
4 2 87	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	357	20	337
4 2 88	Services audiovisuels et connexes			0
4 2 89	Autres	0	0	0
4 2 91	Services fournis ou reçus par les administrations publiques	16 511	8 112	8 399
4 2 92	Ambassades et consulats	16 511	6 516	9 995
4 2 93	Unités et organismes militaires	0	0	0
4 2 94	Autres	0	1 596	-1 596
0 ..		0	0	0
4 3 0	Revenus	45 405	48 611	-3 206
4 3 10	Rémunération des salariés	7 235	8 610	-1 375
4 3 20	Revenus des investissements	38 170	40 001	-1 831
4 3 30	Investissements directs	9 244	13 066	-3 822
4 3 31	Revenus des titres de participation	9 244	9 599	-355
4 3 32	Dividendes et bénéfices distribués	196	5 687	-5 491
4 3 33	Bénéfices réinvestis	9 048	3 912	5 136
4 3 34	Revenus des titres de créance	0	3 467	-3 467
4 3 39	Investissements de portefeuille	11 056	6 111	4 945
4 3 40	Revenu des titres de participation	394	501	-107
4 3 41	Autorités monétaires	0	0	0
4 3 42	Administrations publiques	0	0	0
4 3 43	Banques	354	450	-96

4 3 44	Autres secteurs	40	51	-11
4 3 49	Revenus des titres de créance	10 662	5 610	5 052
4 3 50	Obligations et autres titres d'emprunt	9 867	4 408	5 459
4 3 51	Autorités monétaires	0	0	0
4 3 52	Administrations publiques	0	0	0
4 3 53	Banques	9 752	787	8 965
4 3 54	Autres secteurs	115	3 621	-3 506
4 3 60	Instruments du marché monétaire et dérivés financiers	795	1 202	-407
4 3 61	Autorités monétaires	0	0	0
4 3 62	Administrations publiques	0	0	0
4 3 63	Banques	795	1 202	-407
4 3 64	Autres secteurs	0	0	0
4 3 70	Autres investissements	17 870	20 824	-2 954
4 3 71	Autorités monétaires	1 845	1 204	641
4 3 72	Administrations publiques	0	10 203	-10 203
4 3 73	Banques	15 882	248	15 634
4 3 74	Autres secteurs	143	9 169	-9 026
0 ..		0	0	0
4 3 79	Transferts courants	298 614	54 616	243 998
4 3 80	Administrations publiques	181 895	2 150	179 745
4 3 90	Autres secteurs	116 719	52 466	64 253
4 3 91	Envois de fonds des travailleurs	52 369	46 756	5 613
4 3 92	Autres transferts	64 350	5 710	58 640
0 ..		0	0	0
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financières	840 395	752 040	88 355
0 ..		0	0	0
4 9 94	Compte de capital	98 907	12	98 895
4 4 0	Transferts de capital	98 873		98 873
4 4 1	Administrations publiques	51 174		51 174
4 4 2	Remises de dettes	0	0	0
4 4 10	Autres	51 128	0	51 128
4 4 30	Autres secteurs	47 699		47 699
4 4 31	Transferts des migrants	9 539	0	9 539
4 4 32	Remises de dettes	0		0
4 4 40	Autres transferts	38 160	0	38 160
4 4 80	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non productifs	34	12	22
0 ..		0	0	0
4 9 95	Compte d'opérations financières	741 488	752 028	-10 540
0 ..		0	0	0
4 5 0	Investissements directs	94 047	75 152	18 895
4 5 5	De l'économie à l'étranger	22 245	20 496	1 749
4 5 6	Capital social et bénéfices réinvestis	1 767	19 977	-18 210
4 5 10	Capital social	1 695	19 977	-18 282
4 5 25	Bénéfices réinvestis	72		72
4 5 30	Autres transactions	20 478	519	19 959
4 5 35	Créances sur les entreprises apparentées	0	519	-519
4 5 40	Engagements envers les entreprises apparentées	20 478	0	20 478
4 5 55	De l'étranger dans l'économie	71 802	54 656	17 146
4 5 56	Capital social et bénéfices réinvestis	12 447	10 119	2 328
4 5 60	Capital social	8 607	1 071	7 536
4 5 75	Bénéfices réinvestis	3 840	9 048	-5 208
4 5 80	Autres transactions	59 355	44 537	14 818
4 5 85	Créances sur les investisseurs directs	0	2	-2
4 5 90	Engagements envers les investisseurs directs	59 355	44 535	14 820
0 ..		0	0	0
4 6 0	Investissements de portefeuille	188 776	291 904	-103 128
0 ..		0	0	0
4 6 2	Avois	173 060	234 225	-61 165
4 6 10	Titres de participation	260	240	20
4 6 11	Autorités monétaires			0
4 6 12	Administrations publiques			0
4 6 13	Banques	260	137	123
4 6 14	Autres secteurs	0	103	-103
4 6 19	Titres de créances	172 800	233 985	-61 185
4 6 20	Obligations et autres titres d'emprunt	51 987	139 693	-87 706
4 6 21	Autorités monétaires			0
4 6 22	Administrations publiques	0	11 434	-11 434
4 6 23	Banques	24 103	120 548	-96 445
4 6 24	Autres secteurs	27 884	7 711	20 173
4 6 30	Instruments du marché monétaire	120 813	94 292	26 521
4 6 31	Autorités monétaires			0
4 6 32	Administrations publiques			0
4 6 33	Banques	120 813	94 292	26 521
4 6 34	Autres secteurs	0	0	0
4 6 40	Dérivés financiers			0
4 6 41	Autorités monétaires			0
4 6 42	Administrations publiques			0
4 6 43	Banques	0	0	0
4 6 44	Autres secteurs	0	0	0
0 ..		0	0	0
4 6 52	Engagements	15 716	57 679	-41 963
4 6 60	Titres de participation	1 316	44	1 272
4 6 63	Banques	1 315	0	1 315
4 6 64	Autres secteurs	1	44	-43
4 6 69	Titres d'engagement	14 400	57 635	-43 235
4 6 70	Obligations et autres titres d'emprunt		57 560	-57 560
4 6 71	Autorités monétaires			0
4 6 72	Administrations publiques	0	7 148	-7 148



4 6 73	Banques	0	50 412	-50 412
4 6 74	Autres secteurs	0	0	0
4 6 80	Instruments du marché monétaire	14 400	75	14 325
4 6 81	Autorités monétaires			0
4 6 82	Administrations publiques	14 400	0	14 400
4 6 83	Banques	0	75	-75
4 6 84	Autres secteurs			0
4 6 90	Dérivés financiers			0
4 6 91	Autorités monétaires			0
4 6 92	Administrations publiques			0
4 6 93	Banques	0		0
4 6 94	Autres secteurs			0
0. . .		0	0	0
4 7 0	Autres investissements	386 574	378 677	7 897
0. . .		0	0	0
4 7 3	Avoirs	42 041	226 346	-184 305
4 7 6	Crédits commerciaux	2 542	45 478	-42 936
4 7 7	Administrations publiques			0
4 7 8	Long terme			0
4 7 9	Court terme			0
4 7 10	Autres secteurs	2 542	45 478	-42 936
4 7 11	Long terme			0
4 7 12	Court terme			0
4 7 14	Prêts	29 859	28 098	1 761
4 7 15	Autorités monétaires			0
4 7 17	Long terme			0
4 7 18	Court terme			0
4 7 19	Administrations publiques			0
4 7 20	Long terme			0
4 7 21	Court terme			0
4 7 22	Banques	29 859	28 098	1 761
4 7 23	Long terme	9 609	6 426	3 183
4 7 24	Court terme	20 250	21 672	-1 422
4 7 25	Autres secteurs			0
4 7 26	Long terme			0
4 7 27	Court terme			0
4 7 30	Monnaie fiduciaire et dépôts	6 800	151 281	-144 481
4 7 31	Autorités monétaires	0	0	0
4 7 32	Administrations publiques	0	731	-731
4 7 33	Banques	0	97 314	-97 314
4 7 34	Autres secteurs	6 800	53 236	-46 436
4 7 36	Autres avoirs	2 840	1 489	1 351
4 7 37	Autorités monétaires			0
4 7 38	Long terme			0
4 7 39	Court terme			0
4 7 40	Administrations publiques	1 000		1 000
4 7 41	Long terme			0
4 7 42	Court terme			0
4 7 43	Banques		394	-394
4 7 44	Long terme			0
4 7 45	Court terme		394	-394
4 7 46	Autres secteurs	1 840	1 095	745
4 7 47	Long terme			0
4 7 48	Court terme			0
0. . .		0	0	0
4 7 53	Engagements	344 533	152 331	192 202
4 7 56	Crédits commerciaux	67 393	5 551	61 842
4 7 57	Administrations publiques			0
4 7 58	Long terme			0
4 7 59	Court terme			0
4 7 60	Autres secteurs	67 393	5 551	61 842
4 7 61	Long terme			0
4 7 62	Court terme			0
4 7 64	Prêts	183 933	88 075	95 858
4 7 65	Autorités monétaires	13 351	3 917	9 434
4 7 66	Utilisation des crédits et prêts du FMI	13 351	3 917	9 434
4 7 67	Autres prêts à long terme	0	0	0
4 7 68	Prêts à court terme	0	0	0
4 7 69	Administrations publiques	165 414	14 737	150 677
4 7 70	Long terme	165 414	14 737	150 677
4 7 71	Court terme	0	0	0
4 7 72	Banques	4 276	1 006	3 270
4 7 73	Long terme	4 268	0	4 268
4 7 74	Court terme	8	1 006	-998
4 7 75	Autres secteurs	892	68 415	-67 523
4 7 76	Long terme	0	0	0
4 7 77	Court terme	0	0	0
4 7 80	Monnaie fiduciaire et dépôts	62 734	18 216	44 518
4 7 81	Autorités monétaires	79	851	-772
4 7 83	Banques	62 655	17 365	45 290
4 7 86	Autres engagements	30 473	40 489	-10 016
4 7 87	Autorités monétaires	30 156	24 370	5 786
4 7 88	Long terme			0
4 7 89	Court terme			0
4 7 90	Administrations publiques			0
4 7 91	Long terme			0
4 7 92	Court terme			0
4 7 93	Banques	123		123

4 7 94	. Long terme			0
4 7 95	. Court terme	123	0	123
4 7 96	. Autres secteurs	194	16 119	-15 925
4 7 97	. Long terme			0
4 7 98	. Court terme			0
0. ..	.	0	0	0
4 8 0	Avoirs de réserve	72 091	6 295	65 796
4 8 10	. Or monétaire			0
4 8 20	. DTS	2 257	2 318	-61
4 8 30	. Position de réserve au FMI	403	2 613	-2 210
4 8 40	. Avoirs en devises	69 431	1 364	68 067
4 8 45	. Monnaie fiduciaire et dépôts	69 431	1 364	68 067
4 8 50	. Auprès des autorités monétaires			0
4 8 55	. Auprès des banques			0
4 8 60	. Titres			0
4 8 65	. Titres de participation			0
4 8 70	. Obligations et autres titres d'emprunt			0
4 8 75	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers			0
4 8 80	. Autres créances			0
0. ..	.	0	0	0
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	197 924	196 412	1 512

## ANNEXE 4 – Position Extérieure Globale (PEG)

Banque Centrale des Etats

## BALANCE DES PAIEMENTS

Année 2010

C

PEG / M

Après ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 9 88	AVOIRS	1.083.545		1.083.545
8 5 05	Investissements directs à l'étranger	3.720		3.720
8 5 06	. Capital social et bénéfices réinves	23.089		23.089
8 5 30	. Autres capitaux	-19.369		-19.369
8 6 02	Investissements de portefeuille	280.405		280.405
8 6 10	. Titres de participation	2.446		2.446
8 6 13	. dont : banques	1.554		1.554
8 6 19	. Titres de créances	277.959		277.959
8 6 20	. Obligations et autres titres d'emprun	131.521		131.521
8 6 23	. dont : banques	106.753		106.753
8 6 30	. Instruments du marché monétaire	146.438		146.438
8 6 33	. dont : banques	146.438		146.438
8 6 40	. Dérivés financiers			
8 6 43	. dont : banques			
8 7 03	Autres investissements	273.900		273.900
8 7 06	. Crédits commerciaux	51.690		51.690
8 7 14	. Prêts	100.060		100.060
8 7 15	. Autorités monétaires			
8 7 19	. Administrations publiques			
8 7 22	. Banques	100.060		100.060
8 7 23	. Long terme	64.678		64.678
8 7 24	. Court terme	35.382		35.382
8 7 25	. Autres secteurs			
8 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	116.373		116.373
8 7 31	. Autorités monétaires			
8 7 32	. Administrations publiques	3.391		3.391
8 7 33	. Banques	95.758		95.758
8 7 34	. Autres secteurs	17.224		17.224
8 7 36	. Autres avoirs	5.777		5.777
8 7 37	. Autorités monétaires			
8 7 40	. Administrations publiques			
8 7 43	. Banques	457		457
8 7 44	. Long terme			
8 7 45	. Court terme	457		457
8 7 46	. Autres secteurs	5.320		5.320
8 8 00	Avoirs de réserve	525.520		525.520
8 8 10	. Or monétaire			
8 8 20	. DTS	36.643		36.643
8 8 30	. Position de réserve au FMI	6.538		6.538
8 8 40	. Monnaies étrangères	482.339		482.339
8 8 80	. Autres créances			
0 ...	.			
8 8 89	ENGAGEMENTS	1.591.895		1.591.895
8 5 55	Investissements directs dans l'économie	173.711		173.711

Banque Centrale des Etats

## BALANCE DES PAIEMENTS

Année 2010

C

PEG / M

Après ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 556	. Capital social et bénéfices réinves	74.102		74.102
8 580	. Autres capitaux	99.609		99.609
8 652	Investissements de portefeuille: engagem	6.152		6.152
8 660	. Titres de participation	4.352		4.352
8 663	. Banques	2.162		2.162
8 664	. Autres secteurs	2.190		2.190
8 669	. Titres d'engagement	1.800		1.800
8 670	. Obligations et autres titres d'emprun	1.800		1.800
8 671	. Autorités monétaires			
8 672	. Administrations publiques			
8 673	. Banques	1.800		1.800
8 674	. Autres secteurs			
8 680	. Instruments du marché monétaire			
8 683	. Banques			
8 690	. Dérivés financiers			
8 693	. Banques			
8 753	. Autres investissements : engagements	1.412.032		1.412.032
8 756	. Crédits commerciaux	85.595		85.595
8 764	. Prêts	1.131.120		1.131.120
8 765	. Autorités monétaires	63.587		63.587
8 766	. Utilisation des crédits et prêts du	63.587		63.587
8 767	. Autres prêts à long terme			
8 768	. Prêts à court terme			
8 769	. Administrations publiques	1.023.193		1.023.193
8 770	. Long terme	1.023.193		1.023.193
8 771	. Court terme			
8 772	. Banques	19.665		19.665
8 773	. Long terme	19.657		19.657
8 774	. Court terme	8		8
8 775	. Autres secteurs	24.675		24.675
8 776	. Long terme			
8 777	. Court terme			
8 780	. Monnaie fiduciaire et dépôts	78.832		78.832
8 781	. Autorités monétaires	1.971		1.971
8 783	. Banques	76.861		76.861
8 786	. Autres engagements	116.485		116.485
8 787	. Autorités monétaires	115.417		115.417
8 790	. Administrations publiques			
8 793	. Banques			
8 796	. Autres secteurs	1.068		1.068
8 989	POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-508.350		-508.350

## ANNEXE 5 – Résultats des travaux d'estimation des échanges intra-communautaires pour l'année 2010 par la Cellule sous – régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-communautaire

**Tableau 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2010 à partir des statistiques officielles**  
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 064,9	7 469,3		96 081,8	9 114,0	797,0	6 196,4	<b>123 723,4</b>
	Burkina	4 424,7		12 189,7	6,1	20 030,8	13 776,9	1 614,2	3 387,3	<b>55 429,7</b>
	Côte d'Ivoire	45 844,6	215 335,2		1 499,4	122 494,1	26 157,7	28 989,9	72 273,2	<b>512 594,0</b>
	Guinée-Bissau							628,3		<b>628,3</b>
	Mali	523,8	17 978,8	19 760,9			2 018,7	20 781,6	1 003,0	<b>62 066,8</b>
	Niger	2 123,3	4 349,6	4 719,0		174,4		398,5	730,6	<b>12 495,4</b>
	Sénégal	11 487,4	22 501,4	43 401,7	24 835,8	254 480,9	5 039,8		9 602,2	<b>371 349,2</b>
	Togo	110 262,0	48 073,7	22 312,8		12 879,6	31 133,1	7 038,1		<b>231 699,3</b>
	UEMOA	<b>174 665,8</b>	<b>312 303,6</b>	<b>109 853,4</b>	<b>26 341,3</b>	<b>506 141,6</b>	<b>87 240,2</b>	<b>60 247,6</b>	<b>93 192,7</b>	<b>1 369 986,2</b>

**Tableau 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2010**

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		3 064,4	6 909,3	1 003,1		5 447,1	14 913,8	55 494,5	<b>86 832,2</b>
	Burkina	2 393,9		1 676,9	600,7			1 125,0	2 111,6	<b>7 908,1</b>
	Côte d'Ivoire	1 136,4					3 776,4	1 436,2		<b>6 349,0</b>
	Guinée-Bissau					5 571,4		15 830,1		<b>21 401,4</b>
	Mali	12 714,0	2 700,2	2 703,7	2 041,6		4 514,3	10 900,1	10 486,5	<b>46 060,3</b>
	Niger	5 133,6	5 643,8	1 163,7	275,5	4 828,0		3 366,8	3 739,3	<b>24 150,6</b>
	Sénégal			258,9	7 808,1					<b>8 067,0</b>
	Togo			2 484,8	1 870,4	13 121,9		6 092,3		<b>23 569,4</b>
	UEMOA	<b>21 377,8</b>	<b>11 408,4</b>	<b>15 197,3</b>	<b>13 599,3</b>	<b>23 521,3</b>	<b>13 737,8</b>	<b>53 664,2</b>	<b>71 831,8</b>	<b>224 337,9</b>

**Tableau 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2010**

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		7 129,3	14 378,6	1 003,1	96 081,8	14 561,1	15 710,8	61 690,9	<b>210 555,6</b>
	Burkina	6 818,6		13 866,6	606,8	20 030,8	13 776,9	2 739,2	5 498,9	<b>63 337,8</b>
	Côte d'Ivoire	46 980,9	215 335,2		1 499,4	122 494,1	29 934,1	30 426,1	72 273,2	<b>518 943,0</b>
	Guinée-Bissau					5 571,4		16 458,4		<b>22 029,8</b>
	Mali	13 237,8	20 679,0	22 464,6	2 041,6		6 533,0	31 681,7	11 489,5	<b>108 127,1</b>
	Niger	7 256,9	9 993,4	5 882,7	275,5	5 002,4		3 765,3	4 469,9	<b>36 646,0</b>
	Sénégal	11 487,4	22 501,4	43 660,6	32 643,9	254 480,9	5 039,8		9 602,2	<b>379 416,2</b>
	Togo	110 262,0	48 073,7	24 797,6	1 870,4	26 001,5	31 133,1	13 130,4		<b>255 268,7</b>
	UEMOA	<b>196 043,6</b>	<b>323 712,0</b>	<b>125 050,7</b>	<b>39 940,6</b>	<b>529 662,9</b>	<b>100 978,0</b>	<b>113 911,8</b>	<b>165 024,5</b>	<b>1 594 324,1</b>

**Tableau 4 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2010**

( en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 074,5	3 494,7	22,2	2 620,4	887,2	3 847,3	1 808,8	13 755,0
	Burkina	1 885,6		7 436,4	111,5	5 708,1	1 653,6	5 091,7	8 755,7	30 642,6
	Côte d'Ivoire	6 675,0	35 628,4		241,5	37 853,1	7 102,8	24 929,3	11 857,7	124 287,7
	Guinée-Bissau	31,0	47,2	433,8		375,8	106,0	2 423,7	426,3	3 843,7
	Mali	1 030,5	2 329,7	5 357,6	203,9		838,1	20 246,1	3 635,9	33 641,8
	Niger	1 393,4	1 092,9	1 254,3	547,7	1 802,1		1 823,7	3 213,4	11 127,6
	Sénégal	4 225,4	4 049,4	13 562,0	3 528,9	9 924,3	2 046,5		1 675,6	39 012,0
	Togo	890,0	1 842,9	1 982,6	62,4	1 654,9	709,9	4 366,4		11 827,5
	UEMOA	16 130,9	46 064,9	33 521,3	4 718,1	59 938,6	13 344,0	62 728,2	31 373,4	267 819,6

**Tableau 5 : Estimation de la matrice des flux nets relatifs aux investissements directs étrangers intra-communautaires en 2010**

( en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		0,0	3 326,3	0,0	22,2	-1 435,6	452,7	5 612,8	7 978,5
	Burkina	193,0		202,0		24,3	1 877,7	19,2	487,4	2 803,5
	Côte d'Ivoire	2,6						127,7	34,0	164,3
	Guinée-Bissau	64,2		19,7		2 122,4		4 129,3	1 929,4	8 264,9
	Mali	2 150,8	-3,2	-72,6				12 842,9	223,6	15 141,5
	Niger	1,0	57,0	-4 550,3		2 077,1		0,2	3 464,6	1 049,6
	Sénégal	372,8	208,1	4 254,1					616,2	5 451,2
	Togo	-64,8	-36,1	5 568,8		-0,7	1,0	434,1		5 902,3
	UEMOA	2 719,5	225,8	8 748,0	0,0	4 245,3	443,1	18 006,1	12 368,0	46 755,8

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)